

Valeurs sûres et regard tourné vers l'avenir



Rapport aux actionnaires

Premier trimestre 2024

Pour la période se terminant le 31 mars 2024

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion de iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la Société ») est daté du 9 mai 2024. Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2024 et 2023. Ces deux documents doivent aussi être lus conjointement avec le *Rapport de gestion* et les *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Le cahier d'information financière des neuf derniers trimestres peut contenir des données supplémentaires qui pourraient compléter l'information contenue dans ce rapport de gestion.

À moins d'indication contraire, les résultats présentés dans ce document sont en dollars canadiens et sont comparés avec ceux de la période correspondante de l'année précédente.

TABLE DES MATIÈRES

A. FAITS SAILLANTS	2
B. CROISSANCE DES AFFAIRES	5
C. ANALYSE DES RÉSULTATS	8
D. ANALYSE DES RÉSULTATS SELON LES FACTEURS DU BÉNÉFICE	11
E. ANALYSE SELON LES RÉSULTATS FINANCIERS	13
F. ANALYSE DU MOUVEMENT DE LA MARGE SUR SERVICES CONTRACTUELS	15
G. SITUATION FINANCIÈRE	16
H. PLACEMENTS	18
I. DÉCLARATION DE DIVIDENDE	20
J. GESTION DES RISQUES ET SENSIBILITÉS - MISE À JOUR	21
K. MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	24
L. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	34
M. NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS	40
N. INFORMATION GÉNÉRALE	67

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

A. Faits saillants

FAITS SAILLANTS

Rentabilité			
	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires (en millions)	233 \$	270 \$	(14 %)
Bénéfice tiré des activités de base [†] (en millions)	243 \$	217 \$	12 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) (en millions)	100	105	(5 %)
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué)	2,34 \$	2,58 \$	(9 %)
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) tiré des activités de base [†]	2,44 \$	2,08 \$	17 %
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) [†]			
	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
ROE divulgué (pour les douze derniers mois)	10,9 %	11,6 %	9,0 %
ROE [†] tiré des activités de base (pour les douze derniers mois)	14,6 %	14,4 %	14,6 %

La Société a enregistré, au premier trimestre de 2024, un bénéfice tiré des activités de base[†] de 243 millions de dollars et un bénéfice par action (BPA) dilué tiré des activités de base[†] de 2,44 \$, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport à la même période en 2023. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base[†] pour les douze derniers mois atteignait 14,6 % au 31 mars 2024, avoisinant ainsi l'objectif à moyen terme de 15 % et plus défini par la Société.

Sur la base du bénéfice divulgué, qui comprend l'impact d'éléments volatils (principalement les variations macroéconomiques à court terme), le bénéfice net attribué aux actionnaires ordinaires pour le trimestre se chiffre à 233 millions de dollars, comparativement à 270 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023. Le BPA était à 2,34 \$ et le ROE pour les douze derniers mois était à 10,9 % au 31 mars 2024.

Croissance des affaires – L'actif total sous gestion et sous administration[†] a augmenté de 11 % d'une année à l'autre pour s'établir, au 31 mars 2024, à 229,3 milliards de dollars, tandis que les primes[†] et dépôts, en hausse de 8 % au cours de la même période, atteignaient 4,9 milliards de dollars. Du côté de l'Assurance, Canada, la Société a continué de dominer le marché canadien de l'assurance individuelle quant au nombre de polices émises¹, et toutes les unités d'exploitation ont connu une bonne croissance des ventes, en particulier iA Auto et habitation, les Régimes d'employés et les Marchés spéciaux. À la Gestion de patrimoine individuel, la Société a enregistré des entrées nettes totales de fonds de l'ordre de 414 millions de dollars, et s'est classée première pour les ventes brutes et nettes de fonds distincts au premier trimestre^{†,2}. Les ventes de rentes assurées et d'autres produits d'épargne sont demeurées élevées, bien que les clients aient commencé à se tourner davantage vers des produits comme les fonds distincts, qui offrent des marges bénéficiaires attendues plus élevées pour la Société. L'Épargne et retraite collectives a aussi affiché un bon rendement au premier trimestre, avec des ventes en hausse de 18 % par rapport à la même période l'an dernier. Dans le secteur des Affaires américaines, l'unité d'exploitation des Services aux concessionnaires a enregistré une croissance des ventes[†] de l'ordre de 8 % attribuable, notamment, à l'amélioration des stocks de véhicules et au prix plus bas des véhicules, et les ventes de l'Assurance individuelle ont également augmenté d'une année à l'autre.

Situation financière – Au 31 mars 2024, le ratio de solvabilité[†] s'établissait à 142 %, comparativement à un ratio de 145 % à la fin du trimestre précédent et de 149 % un an plus tôt. Ce résultat s'inscrit bien au-dessus de la cible d'opération de 120 % de la Société. La diminution au premier trimestre est principalement attribuable aux effets défavorables de variations macroéconomiques et d'autres éléments non organiques. Pour ce qui est de l'apport positif de la génération organique de capital de 130 millions de dollars, il a plus que contrebalancé le déploiement de capital, qui correspond essentiellement aux 115 millions de dollars aux fins de rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat (OPRA) dans le cours normal des activités. L'acquisition de Vericity, une société d'assurance vie et agence numérique des États-Unis, annoncée le 3 octobre 2023, devrait entraîner une diminution de l'ordre de trois points de pourcentage du ratio de solvabilité de la Société à la date de clôture de la

¹ Selon les plus récentes données canadiennes publiées par la LIMRA.

² Source : Investor Economics, février 2024

transaction, qui devrait être conclue au deuxième trimestre de 2024. Le ratio de solvabilité pro forma au 31 mars 2024 s'établissait donc à 139 %. Le ratio de levier financier[†] de la Société s'établissait à 14,3 %³.

Génération organique de capital et capital disponible pour déploiement[†] – Au premier trimestre, la Société a généré 130 millions de dollars de capital additionnel de manière organique, ce qui cadre avec les projections en vertu desquelles elle dépasserait l'objectif minimal de 600 millions de dollars fixé en 2024. Au 31 mars 2024, le capital disponible pour déploiement était évalué à 1,5 milliard de dollars, avant l'acquisition de Vericity, à venir sous peu.

Valeur comptable – La valeur comptable par action ordinaire⁴ atteignait 68,93 \$ au 31 mars 2024, en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % d'une année à l'autre. Si l'on exclut l'impact de l'offre publique de rachat d'actions, l'augmentation au cours des douze derniers mois se chiffre à 8 %.

Offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités de la Société – Au premier trimestre de 2024, la Société a racheté et annulé 1 316 276 actions ordinaires en circulation, pour une valeur totale de 115 millions de dollars, aux termes de son programme d'OPRA dans le cours normal des activités. Un total de 2 298 992 actions, soit environ 2,3 % des actions ordinaires émises et en circulation en date du 31 octobre 2023, ont été rachetées entre le 14 novembre 2023 et le 31 mars 2024.

Dividende – La Société a versé, au premier trimestre de 2024, un dividende trimestriel de 0,8200 \$ aux actionnaires ordinaires. Le conseil d'administration a approuvé, pour le deuxième trimestre de 2024, le versement d'un dividende trimestriel de 0,8200 \$ par action. Ce dividende est payable le 17 juin 2024 à tous les actionnaires inscrits le 24 mai 2024.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions – Les actionnaires inscrits qui souhaitent adhérer au régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière pour réinvestir le prochain dividende qui sera versé le 17 juin 2024 doivent s'assurer que le formulaire à cet effet dûment rempli parvient à Computershare au plus tard à 16 h le 16 mai 2024. Pour savoir comment vous inscrire, visitez le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse <https://ia.ca/relationsaveclesinvestisseurs>, à la section *Dividendes*. Il est à noter que les actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière seront achetées sur le marché secondaire et qu'aucun escompte ne s'appliquera.

Nominations – Deux nouveaux membres ont intégré le conseil d'administration.

- Le 9 janvier 2024, iA Groupe financier a annoncé la nomination d'Alka Gautam au conseil d'administration de iA Société financière inc., à compter du 17 janvier 2024. Mme Gautam possède plus de 20 ans d'expérience dans l'industrie de la réassurance et de l'assurance.
- Le 9 novembre 2023, iA Groupe financier a annoncé la nomination de Martin Gagnon au conseil d'administration de iA Société financière inc. et de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., à compter du 17 janvier 2024. M. Gagnon possède plus de 25 ans d'expérience dans les services bancaires, la gestion d'actifs et les firmes de courtage.

Prix et distinctions – Le 13 février 2024, pour une troisième année consécutive, Denis Ricard s'est vu décerner le prix dans la catégorie « Assureurs de personnes » du Top des leaders de l'industrie financière du Québec, organisé annuellement par le journal *Finance et Investissement*. Stéphan Bourbonnais a quant à lui remporté le prix de la catégorie « Courtiers de plein exercice ».

Cotes de crédit – Au premier trimestre, les agences d'évaluation du crédit S&P Global et DBRS Morningstar ont confirmé, avec la mention « perspective stable », toutes les cotes de iA Société financière et de ses entités affiliées, y compris l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Publication des documents annuels pour 2023 – Le 28 mars 2024, iA Groupe financier a publié son *Rapport annuel*, sa *Circulaire d'information*, sa *Notice annuelle* et son *Rapport de durabilité*. Ce dernier fait notamment état des initiatives et réalisations de la Société sur les plans environnemental et social et sur celui de la gouvernance pour l'année 2023, ainsi que de ses projets et objectifs pour l'année à venir. Parmi les faits saillants du rapport sur le développement durable de cette année, mentionnons :

- la réalisation d'une première analyse de matérialité pour consulter les parties prenantes;
- l'actualisation de la stratégie climatique, avec deux nouvelles cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035, plus précises et adaptées à la réalité de iA;
- les résultats de la première campagne d'auto-identification volontaire, à laquelle ont pris part 73 % des employés de iA au Canada;
- les Programmes Développement de talents et Expérience employé;
- des contributions totalisant 9,4 millions de dollars à différents organismes de bienfaisance au Canada et aux États-Unis.

³ Calculée comme : débetures, actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments des capitaux propres/(structure du capital + marge sur services contractuels (MSC) après impôt)

⁴ La valeur comptable par action ordinaire est une mesure financière calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période; toutes les composantes de cette mesure sont des mesures conformes aux IFRS.

Subséquent au premier trimestre :

- **Acquisition d'actifs de la division Services aux particuliers du courtage de plein exercice de Valeurs mobilières Banque Laurentienne** – Le 4 avril 2024, iA Gestion privée de patrimoine inc. (iAGPP), une filiale de iA Groupe financier, a conclu une entente en vue d'acquérir la division Services aux particuliers du courtage de plein exercice de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., qui représente plus de 2 milliards de dollars en actifs. La transaction devrait avoir lieu vers la fin du troisième trimestre, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires requises, et ne devrait pas avoir d'effet important sur le ratio de solvabilité de iA Groupe financier.
- **Assemblée annuelle** – L'assemblée annuelle des actionnaires de iA Société financière se tiendra virtuellement le jeudi 9 mai 2024.
- **OPRA dans le cours normal des activités** – La Société a obtenu les approbations nécessaires pour augmenter de 3 % le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de son programme de rachat, le maximum en question passant ainsi de 5 % à 8 %. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir le communiqué du 9 mai 2024.
- **Comité exécutif** – Le 9 mai 2024, la Société a annoncé des changements à son comité exécutif. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir le communiqué du 9 mai 2024.

PERSPECTIVES**Indications à moyen terme pour iA Société financière**

- BPA tiré des activités de base : augmentation moyenne cible annuelle de 10 %+
- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base : cible de 15 %+
- Ratio de solvabilité : cible d'opération de 120 %
- Génération organique de capital : cible de 600 millions+ de dollars en 2024
- Ratio de distribution du dividende : cible de 25 % à 35 % du bénéfice tiré des activités de base

Les perspectives de la Société, dont les indications données aux marchés, constituent de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Bien que la Société les juge raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment les risques d'assurance, de marché, de crédit, de liquidité, le risque stratégique et le risque opérationnel. De plus, les perspectives sont préparées à partir d'hypothèses ou de facteurs importants parmi lesquels : l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements à la lumière des conventions comptables applicables; l'absence de changements importants dans les normes et les conventions comptables applicables à la Société; l'absence de fluctuations importantes des taux d'intérêt; l'absence de changements importants dans le taux d'imposition effectif de la Société; l'absence de changements importants dans le niveau des exigences réglementaires en matière de capital auxquelles la Société est assujettie; la disponibilité d'options de déploiement du capital excédentaire; la conformité de l'expérience en matière de crédit, de mortalité, de morbidité, de longévité et de comportement des titulaires de polices avec les études d'expérience actuarielles; la conformité du rendement des placements avec les attentes de la Société et les tendances historiques; des taux de croissance des affaires différents selon les unités d'exploitation; l'absence de changements imprévus dans l'environnement économique, concurrentiel, d'assurance, juridique ou réglementaire ou de mesures prises par les autorités réglementaires qui pourraient avoir une incidence significative sur les affaires ou les activités de iA Groupe financier ou ses partenaires d'affaires; l'absence de changements imprévus dans le nombre d'actions en circulation; la non-concrétisation des risques ou autres facteurs mentionnés ou abordés ailleurs dans le présent document. Les perspectives servent à fournir aux actionnaires, aux analystes de marchés, aux investisseurs et aux autres parties intéressées une base pour ajuster leurs attentes quant au rendement de l'entreprise tout au long de l'année, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. De plus amples renseignements sur les facteurs de risque et les hypothèses appliquées se trouvent à la section « Énoncés prospectifs » du présent document.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

B. Croissance des affaires

La croissance des affaires est mesurée par l'évolution des ventes[†], des primes et dépôts[†] et de l'actif sous gestion et sous administration[†]. Les ventes permettent de mesurer la capacité de la Société à générer de nouvelles affaires. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période. L'actif sous gestion et sous administration[†] permet de mesurer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration. Les primes et dépôts comprennent à la fois les entrées de fonds qui proviennent des nouvelles affaires souscrites et celles liées aux contrats en vigueur.

Croissance des ventes par secteurs d'activité			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
ASSURANCE, CANADA			
<u>Assurance individuelle</u>			
Primes minimales	80	82	(2 %)
Primes excédentaires	9	7	29 %
Total	89	89	—
<u>Assurance collective</u>			
Régimes d'employés	30	21	43 %
Marchés spéciaux	106	91	16 %
Total	136	112	21 %
<u>Services aux concessionnaires</u>			
Assurance crédit	39	42	(7 %)
Assurance biens et risques divers	109	101	8 %
Total	148	143	3 %
<u>Assurance de dommages</u>			
iA Auto et habitation	114	98	16 %
GESTION DE PATRIMOINE			
<u>Gestion de patrimoine individuel</u>			
Ventes brutes			
Fonds distincts	1 278	1 033	24 %
Fonds communs de placement	486	479	1 %
Rentes assurées et autres produits d'épargne	581	718	(19 %)
Total	2 345	2 230	5 %
Ventes nettes			
Fonds distincts	557	368	189
Fonds communs de placement	(143)	(88)	(55)
Total	414	280	134
<u>Épargne et retraite collectives</u>			
	918	779	18 %
AFFAIRES AMÉRICAINES (\$ US)			
<u>Assurance individuelle</u>			
	42	41	2 %
<u>Services aux concessionnaires</u>			
	248	230	8 %

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

ASSURANCE, CANADA

Assurance individuelle – Les ventes au premier trimestre ont totalisé 89 millions de dollars, se rapprochant du solide résultat enregistré au même trimestre un an plus tôt. La Société a continué de dominer le marché canadien quant au nombre de polices émises¹. La croissance des ventes a été particulièrement bonne du côté des produits d'assurance vie avec participation et de prestations du vivant. Nos vastes réseaux de distribution, le rendement de nos outils numériques et notre gamme complète de produits distinctifs demeurent d'importants facteurs de croissance.

Assurance collective – À 30 millions de dollars, les ventes[†] des Régimes d'employés sont en hausse de 43 % pour le premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier, augmentation reflétant l'accroissement du volume d'activités de soumission. Les primes² ont également crû de 6 % d'une année à l'autre sous l'effet des ventes et d'un bon maintien des contrats en vigueur. Les ventes[†] des Marchés spéciaux, aussi en hausse, ont quant à elles augmenté de 16 % par rapport au même trimestre l'année précédente pour atteindre 106 millions de dollars, tendance attribuable à une forte croissance des ventes de produits d'assurance maladie grave.

Services aux concessionnaires – Les ventes[†] totales de 148 millions de dollars au premier trimestre représentent une augmentation de 3 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette croissance s'est trouvée favorisée par de solides ventes[†] de produits de protection garantie de l'actif et de produits complémentaires. Malgré l'environnement macroéconomique assez difficile qui continue d'influer sur la capacité d'achat de véhicules, la Société a enregistré une croissance soutenue des ventes attribuable, entre autres, à sa position de chef de file au Canada, à la diversité et à l'exhaustivité de ses produits, de même qu'à son réseau de distribution étendu.

Assurance de dommages (iA Auto et habitation) – Les primes directes souscrites ont atteint 114 millions de dollars pour le premier trimestre, une solide augmentation de 16 % par rapport à la période l'an dernier, en raison de la forte croissance des ventes[†] et des primes plus élevées.

GESTION DE PATRIMOINE

Gestion de patrimoine individuel – Les fonds distincts ont commencé l'année en force avec des ventes[†] brutes de près de 1,3 milliard de dollars, en hausse de 24 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et des ventes[†] nettes de 557 millions de dollars. La Société a maintenu, au premier trimestre, sa position de chef de file de l'industrie en termes de ventes[†] brutes et nettes de fonds distincts, selon les plus récentes données de l'industrie³. Ce solide résultat s'explique par la force de nos réseaux de distribution et le rendement de nos outils numériques, et par la confiance accrue des investisseurs dans les marchés financiers. Les rentes assurées et autres produits d'épargne ont généré des ventes[†] de 581 millions de dollars au cours du trimestre, soit un très bon rendement par rapport au trimestre record que nous avons connu l'an dernier, tandis que les clients ont commencé à augmenter leur allocation dans des produits comme les fonds distincts, dont la marge de profit anticipée est plus grande pour la Société. En termes de fonds communs de placement, la Société fait état de ventes brutes totalisant 486 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 1 % d'une année à l'autre, avec des sorties nettes de l'ordre de 143 millions de dollars en dépit des difficultés que continue de connaître l'industrie dans son ensemble.

Épargne et retraite collectives – Les ventes[†] pour le premier trimestre totalisent 918 millions de dollars, en hausse de 18 % par rapport au premier trimestre de 2023. Ce solide résultat s'est trouvé favorisé par les fortes ventes de produits d'accumulation.

AFFAIRES AMÉRICAINES

Assurance individuelle – À 42 millions de dollars américains, les ventes[†] pour le premier trimestre sont en hausse de 2 % par rapport au premier trimestre de 2023, résultat soutenu par les canaux de distribution et la gamme de produits de l'unité d'exploitation. La croissance a toutefois été freinée par un délai temporaire dans la comptabilisation des nouvelles ventes.

Services aux concessionnaires – Les ventes[†] au premier trimestre se sont chiffrées à 248 millions de dollars américains, en hausse de 8 % par rapport à la même période l'an dernier. Bien que la capacité d'achat réduite des consommateurs ait continué d'influer négativement sur les ventes de véhicules dans l'industrie, l'amélioration des stocks et une baisse du prix des véhicules se sont traduits par un regain d'intérêt pour les produits complémentaires.

¹ Selon les données les plus récentes de l'industrie

² Primes nettes, équivalents de primes et dépôts

³ Source : Investor Economics, octobre 2023

ACTIF SOUS GESTION ET SOUS ADMINISTRATION

Actif sous gestion et sous administration[†]			
(En millions de dollars)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Actif sous gestion [†]			
Fonds général ⁴	52 213	52 009	48 988
Fonds distincts	45 192	41 837	39 343
Fonds communs de placement	12 741	12 204	11 963
Autres	4 679	4 485	3 942
Total partiel	114 825	110 535	104 236
Actif sous administration [†]	114 485	108 349	102 891
Total	229 310	218 884	207 127

La valeur de l'actif sous gestion et sous administration[†] se chiffrait, à la fin du premier trimestre, à 229,3 milliards de dollars, en hausse de 11 % par rapport au trimestre correspondant de 2023 et en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de conditions favorables sur les marchés et de bonnes entrées nettes de fonds, particulièrement du côté des fonds distincts.

PRIMES NETTES, ÉQUIVALENTS DE PRIMES ET DÉPÔTS

Primes nettes, équivalents de primes et dépôts^{†,5}			
(En millions de dollars)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
<u>Assurance, Canada</u>			
Assurance individuelle	516	483	33
Assurance collective	506	468	38
Services aux concessionnaires	128	116	12
Assurance de dommages ⁶	124	106	18
<u>Gestion de patrimoine</u>			
Gestion de patrimoine individuel	2 345	2 230	115
Épargne et retraite collectives	911	772	139
<u>Affaires américaines</u>			
Assurance individuelle	173	154	19
Services aux concessionnaires	176	176	—
Total	4 879	4 505	374

Les primes nettes, équivalents de primes et dépôts ont totalisé, au premier trimestre de 2024, 4,9 milliards de dollars, ce qui représente une forte augmentation de 8 % par rapport au trimestre correspondant de 2023. Toutes les unités d'exploitation ont contribué à cette solide performance, en particulier celles de la Gestion de patrimoine.

⁴ Tous les actifs du fonds général, y compris les rentes assurées, les autres produits d'épargne et les autres contrats d'accumulation

⁵ Les primes et dépôts comprennent toutes les primes[†] perçues par la Société pour ses activités d'assurance et de rentes (et qui sont inscrites au fonds général), de même que les sommes perçues relativement aux fonds distincts (qui sont aussi considérées comme des primes) et les dépôts[†] provenant de l'Assurance collective, de l'Épargne et retraite collectives et des Affaires américaines ainsi que de fonds communs de placement.

⁶ Comprend iAAH et quelques ajustements mineurs de consolidation.

C. Analyse des résultats

La présente section comporte des mesures sans équivalents IFRS. Pour plus de détails sur ces mesures et une explication des ajustements appliqués dans le calcul du bénéfice tiré des activités de base[†] de la Société, se reporter à la sous-section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS » du présent document.

BÉNÉFICES DIVULGUÉ ET TIRÉ DES ACTIVITÉS DE BASE

Au premier trimestre de 2024, la Société a enregistré un bénéfice tiré des activités de base[†] de 243 millions de dollars, comparativement à 217 millions de dollars au même trimestre en 2023. Le bénéfice par action ordinaire (BPA) dilué tiré des activités de base[†] se chiffre pour sa part à 2,44 \$ pour le premier trimestre, en hausse de 17 % par rapport au résultat pour la même période en 2023. À 14,6 %, le ROE tiré des activités de base[†] atteignait presque, au 31 mars 2024, l'objectif à moyen terme de 15 % et plus de la Société.

Sur la base du bénéfice divulgué, qui comprend l'impact d'éléments volatils (principalement les variations macroéconomiques à court terme), le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le trimestre se chiffre à 233 millions de dollars, comparativement à 270 millions de dollars au premier trimestre de 2023. Le BPA était à 2,34 \$ et le ROE[†] pour les douze derniers mois était à 10,9 % au 31 mars 2024.

Bénéfices			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
Résultat net aux actionnaires ordinaires	233	270	(14 %)
Bénéfice par action ordinaire (BPA) (dilué)	2,34 \$	2,58 \$	(9 %)
Bénéfice tiré des activités de base	243	217	12 %
BPA tiré des activités de base (dilué)	2,44 \$	2,08 \$	17 %

Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) [†]	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
ROE divulgué (pour les douze derniers mois)	10,9 %	11,6 %	9,0 %
ROE [†] tiré des activités de base (pour les douze derniers mois)	14,6 %	14,4 %	14,6 %

CONCILIATION DU BÉNÉFICE DIVULGUÉ AVEC CELUI TIRÉ DES ACTIVITÉS DE BASE

Le tableau suivant présente le résultat net aux actionnaires ordinaires et les ajustements à l'origine de la différence entre le bénéfice divulgué et le bénéfice tiré des activités de base, répartis en six catégories.

Le bénéfice tiré des activités de base de 243 millions de dollars au premier trimestre découle du résultat net aux actionnaires ordinaires de 233 millions de dollars et d'un ajustement total de 10 millions de dollars attribuable :

- à des impacts favorables liés aux marchés qui diffèrent des meilleures estimations de la direction et qui totalisent 9 millions de dollars, l'incidence de variations favorables des marchés boursiers ayant été partiellement contrebalancée par des ajustements de la valeur des immeubles de placement;
- à l'impact favorable d'un changement d'hypothèse résultant de la mise à jour d'hypothèses de crédit utilisées dans l'élaboration de l'échelle des taux d'intérêt (cette mise à jour récurrente devrait être effectuée chaque année au premier trimestre sous IFRS 17) (5 millions de dollars);
- à l'incidence d'immobilisations incorporelles liées à des acquisitions, qui s'élève à 17 millions de dollars;
- à une charge de 3 millions de dollars pour l'option de vente des actionnaires minoritaires de Surex et les coûts liés à l'acquisition de Vericity;
- à l'incidence d'une charge de retraite non liée aux activités de base de 4 millions de dollars.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Conciliation du bénéfice divulgué avec celui tiré des activités de base			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
Résultat net aux actionnaires ordinaires	233	270	(14 %)
Ajustements au bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	(9)	(70)	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(5)	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	3	1	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	17	16	
Charge de retraite non liée aux activités de base	4	—	
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	—	—	
Total	10	(53)	
Bénéfice tiré des activités de base	243	217	12 %

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS DE BASE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le bénéfice tiré des activités de base de 243 millions de dollars au premier trimestre est décrit dans les paragraphes suivants par secteurs d'activité.

Bénéfice tiré des activités de base par secteurs d'activité					
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2024	T4-2023	Variation	T1-2023	Variation
Assurance, Canada	92	78	18 %	74	24 %
Gestion de patrimoine	95	91	4 %	65	46 %
Affaires américaines	19	26	(27 %)	17	12 %
Placements	86	95	(9 %)	108	(20 %)
Exploitation générale	(49)	(54)	(9 %)	(47)	4 %
Total	243	236	3 %	217	12 %

Assurance, Canada – Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités d'assurance canadiennes et offre aux particuliers et aux groupes un vaste éventail de protections en assurances vie, maladie, auto et habitation, ainsi que des garanties pour véhicules. Pour le premier trimestre, le bénéfice tiré des activités de base dans ce secteur s'établit à 92 millions de dollars, soit à 24 % de plus qu'à la même période en 2023. Le bénéfice attendu sur les activités d'assurance est en hausse de 3 % par rapport à l'an dernier, et l'incidence des nouvelles ventes d'assurance est aussi légèrement supérieure, du fait de nouvelles ventes et de la période de renouvellement pour certains groupes de l'Assurance collective. De solides gains d'expérience en assurance tirés des activités de base ont été enregistrés pendant le trimestre, attribuables à : 1) des réclamations inférieures en assurance auto et habitation chez iA Auto et habitation, du fait d'un hiver plus doux, mais aussi de l'incidence favorable d'augmentations des primes mises en œuvre en 2023; 2) une expérience favorable sur le plan de la mortalité en assurance individuelle et collective; et 3) des résultats relativement conformes aux attentes dans tous les autres principaux domaines d'expérience. Les activités autres que d'assurance (activités de base) sont quant à elles en légère baisse par rapport à la même période en 2023, baisse qui s'explique par un gain non récurrent enregistré au premier trimestre de 2023.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Gestion de patrimoine – Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités de gestion de patrimoine de la Société et propose aux particuliers et aux groupes une vaste gamme de solutions d'épargne et de retraite. Dans ce secteur, le bénéfice tiré des activités de base de 95 millions de dollars au premier trimestre dépasse de beaucoup le résultat de 65 millions de dollars enregistré à la même période un an plus tôt. Cette solide performance s'explique par une augmentation de 32 %, d'une année à l'autre, du résultat des activités d'assurance (activités de base) pour les fonds distincts ainsi que des activités autres que d'assurance (activités de base), croissance partiellement attribuable à une augmentation de la MSC comptabilisée pour les services fournis, en raison de variations macroéconomiques favorables et de ventes nettes plus élevées au cours des douze derniers mois. Parallèlement, les filiales de distribution ont encore une fois affiché un solide rendement en raison, surtout, de commissions nettes plus élevées et de meilleures marges. Enfin, les autres dépenses (activités de base) ont été inférieures à celles enregistrées au même trimestre en 2023.

Affaires américaines – Ce secteur d'activité d'exploitation, qui comprend toutes les activités de la Société aux États-Unis, offre aux particuliers différents produits d'assurance vie et de garanties pour leurs véhicules. Pour le premier trimestre, le secteur affiche un bénéfice tiré des activités de base de 19 millions de dollars, en hausse par rapport aux 17 millions de dollars enregistrés à la même période en 2023. L'incidence favorable d'autres dépenses (activités de base) inférieures et d'une diminution de la charge fiscale s'est trouvée partiellement contrebalancée par des contrats plus déficitaires en Assurance individuelle et, du côté des Services aux concessionnaires, par une composition légèrement moins rentable des affaires et l'incidence de ventes moindres en 2023. En ce qui concerne les perspectives, les mesures adoptées par la direction pour améliorer la rentabilité, y compris des ajustements de taux et une réduction du nombre d'employés au début du deuxième trimestre, devraient mener à une amélioration graduelle des résultats pour les Services aux concessionnaires.

Placements – Ce secteur d'activité comptable comprend les activités de placement et de financement de la Société, à l'exception des activités de placement des filiales de distribution en gestion de patrimoine. Dans ce secteur, le bénéfice tiré des activités de base se chiffre à 86 millions de dollars pour le premier trimestre, comparativement à 108 millions de dollars un an plus tôt et à 95 millions de dollars au trimestre précédent. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse des taux d'intérêt au quatrième trimestre de 2023. À titre de rappel, le résultat d'investissement net tiré des activités de base pour un trimestre donné dépend de la courbe de rendement en début de trimestre. Le résultat d'investissement net (activités de base) devrait maintenant se stabiliser sous l'effet des mesures mises en œuvre au premier trimestre de 2024 pour réduire la sensibilité aux variations des taux d'intérêt, ainsi que des écarts de crédit. Ces mesures comprennent l'amélioration des modèles afin de favoriser une plus grande constance des actifs et des passifs en contexte de fluctuation des taux. La stabilisation du bénéfice tiré des activités de base procurera un meilleur aperçu du solide rendement opérationnel sous-jacent de la Société. Les sensibilités actualisées sont fournies à la section « Gestion des risques et sensibilités – Mise à jour » du présent document. Enfin, l'expérience de crédit a été légèrement défavorable (-1 million de dollars avant impôt), du fait, essentiellement, qu'il y a eu davantage de détériorations que d'améliorations dans le portefeuille d'obligations.

Exploitation générale – Ce secteur d'activité comptable déclare toutes les dépenses non affectées aux autres secteurs, comme celles associées à certaines fonctions de soutien général pour la Société. Ces dépenses comprennent entre autres des investissements pour la transformation numérique et pour une meilleure expérience employé, destinée à favoriser la conservation des talents, des activités de prospection dans le domaine des fusions et acquisitions, des projets de données et de sécurité numériques, ainsi que des projets de conformité réglementaire. Au premier trimestre de 2024, ce secteur a fait état de dépenses après impôt de 49 millions de dollars, comparativement à 47 millions de dollars au premier trimestre de 2023. Le résultat de ce trimestre, inférieur aux 54 millions de dollars enregistrés au trimestre précédent, du fait de récentes initiatives de gestion des dépenses, découle d'autres dépenses (activités de base) avant impôt de 66 millions de dollars, ce qui est conforme aux attentes pour 2024 de 65 millions de dollars, plus ou moins 5 millions.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

D. Analyse des résultats selon les facteurs du bénéfice[†]

L'analyse des résultats selon les facteurs du bénéfice, présentée ci-dessous sur la base du bénéfice tiré des activités de base, porte sur les principaux éléments ayant eu une incidence sur les résultats financiers. Les mesures présentées dans cette analyse ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Elles complètent l'information présentée à la section « Analyse selon les résultats financiers », ci-après, et fournissent des indicateurs supplémentaires pour l'évaluation de la performance financière.

Facteurs du bénéfice – tiré des activités de base – consolidés			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
Résultat des activités d'assurance (activités de base)			
Libération pour ajustement au risque	66	59	12 %
MSC constatée pour les services fournis	164	147	12 %
Bénéfice attendu sur les contrats d'assurance MRP ¹	21	24	(13 %)
Bénéfice attendu sur les activités d'assurance	251	230	9 %
Effet des nouvelles ventes d'assurance	(18)	(14)	Non significatif
Gains (pertes) d'expérience d'assurance (activités de base)	16	(10)	Non significatif
Total - Résultat des activités d'assurance (activités de base)	249	206	21 %
Bénéfice attendu sur les activités d'investissement	110	141	(22 %)
Expérience en matière de crédit	(1)	(2)	Non significatif
Résultat d'investissement net (activités de base)	109	139	(22 %)
Activités autres que d'assurance (activités de base)	75	70	7 %
Autres dépenses (activités de base)	(123)	(127)	(3 %)
Impôts sur le revenu (activités de base)	(66)	(68)	Non significatif
Dividendes/distributions des instruments de capitaux	(1)	(3)	Non significatif
Bénéfice tiré des activités de base	243	217	12 %

Bénéfice attendu sur les activités d'assurance[†] – Le bénéfice attendu sur les activités d'assurance représente les bénéfices récurrents liés à l'assurance sur les polices en vigueur durant la période de divulgation. Il s'agit de la somme de la libération pour ajustement au risque, de la MSC constatée pour les services fournis et du bénéfice attendu sur les contrats d'assurance évalués selon la MRP¹. À 251 millions de dollars pour le premier trimestre, le bénéfice attendu sur les activités d'assurance est en hausse de 9 % par rapport au même trimestre de 2023, du fait d'augmentations de 12 % de la libération pour ajustement au risque et de 12 % de la MSC constatée pour les services fournis. Ce résultat s'est trouvé favorisé par la bonne croissance des affaires au cours des 12 derniers mois et par l'incidence favorable de variations macroéconomiques, spécialement dans le secteur de la Gestion de patrimoine (voir la section « Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels » du présent document pour plus de détails).

Effet des nouvelles ventes d'assurance[†] – L'effet des nouvelles ventes d'assurance correspond à la perte lors de la vente découlant de la souscription de nouvelles affaires considérées comme déficitaires en vertu de IFRS 17 au cours de la période. Cet élément fluctue donc d'un trimestre à l'autre, en fonction des ventes et des renouvellements enregistrés pendant le trimestre. Le bénéfice anticipé réalisé dans les années suivant l'émission d'un contrat devrait couvrir la charge liée à son émission. Soulignons que le gain lors de la vente généré par la souscription de nouvelles affaires est comptabilisé dans la marge sur services contractuels, au lieu d'être immédiatement pris en compte dans le résultat net. Pour le premier trimestre, l'effet des nouvelles ventes d'assurance s'est chiffré à 18 millions de dollars, résultant à la fois de nouvelles ventes dans les trois secteurs d'activité d'exploitation et de la période de renouvellement de certains groupes à l'Assurance collective.

¹ Méthode de répartition des primes

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Gains (pertes) d'expérience d'assurance (activités de base)[†] – Les gains (pertes) d'expérience d'assurance (activités de base) représentent l'écart entre les réclamations et dépenses d'assurance attendues et les réclamations et dépenses réelles mesurées selon IFRS 17 et d'autres éléments d'expérience précis. Au cours de la période de trois mois qui s'est terminée le 31 mars 2024, un gain de 16 millions de dollars a été enregistré. Ce résultat favorable est attribuable au secteur de l'Assurance, Canada, comme expliqué de façon détaillée à la section précédente du présent document. Les résultats dans les secteurs de la Gestion de patrimoine et des Affaires américaines ont été relativement conformes aux attentes.

Résultat des activités d'assurance (activités de base)[†] – Cette mesure correspond à la somme du bénéfice attendu sur les activités d'assurance, de l'effet des nouvelles ventes d'assurance et des gains (pertes) d'expérience d'assurance (activités de base). À 249 millions de dollars pour le premier trimestre, le résultat des activités d'assurance (activités de base) est en hausse de 21 % par rapport à la même période un an plus tôt. L'écart s'explique par les résultats des trois composantes susmentionnées.

Résultat d'investissement net (activités de base)[†] – Le résultat d'investissement net tiré des activités de base correspond aux produits de placement, une fois déduites les charges financières associées au passif des contrats et les dépenses d'investissement prises en compte dans le bénéfice tiré des activités de base. Il comprend tous les effets liés à l'expérience de crédit. Pour le premier trimestre, ce résultat se chiffre à 109 millions de dollars, comparativement à 139 millions de dollars au même trimestre en 2023. Comme expliqué à la section précédente du présent document, cette diminution s'explique principalement par la diminution des taux d'intérêt au quatrième trimestre de 2023, et le résultat d'investissement net (activités de base) devrait se stabiliser suivant les mesures adoptées pour réduire la sensibilité aux variations des taux d'intérêt.

Activités autres que d'assurance (activités de base)[†] – Les activités autres que d'assurance (activités de base) sont les produits nets des charges des activités autres que d'assurance y compris, sans s'y limiter, les fonds communs de placement, la distribution en gestion de patrimoine et en assurance, les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) de l'Assurance collective et les activités de services aux concessionnaires autres que d'assurance. Les activités autres que d'assurance (activités de base) ont totalisé, au premier trimestre, 75 millions de dollars, en hausse de 7 % par rapport à la même période en 2023. Ce résultat s'explique par le solide rendement des filiales de distribution en gestion du patrimoine, partiellement absorbé par le résultat inférieur à l'unité d'exploitation des Services aux concessionnaires aux États-Unis.

Autres dépenses (activités de base)[†] – Les autres dépenses (activités de base) sont des dépenses non attribuables aux contrats d'assurance ou aux activités autres que d'assurance, notamment, sans s'y limiter, les charges et les dépenses financières de la Société sur les débetures. Ces dépenses se sont chiffrées, au premier trimestre, à 123 millions de dollars, soit légèrement moins que les dépenses de 127 millions de dollars enregistrées au même trimestre l'an dernier. Le résultat du trimestre courant comprend des dépenses inférieures d'une année à l'autre dans les secteurs des Affaires américaines et de la Gestion de patrimoine, et des dépenses d'exploitation générale conformes aux attentes, comme décrit à la section précédente du présent document.

Impôts sur le revenu (activités de base)[†] – Les impôts sur le revenu (activités de base) représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants. La charge fiscale comprise dans le bénéfice tiré des activités de base au premier trimestre était de 66 millions de dollars, pour un taux d'imposition effectif de 21,3 %, résultat proche des attentes de la direction.

Dividendes/distributions des instruments de capitaux[†] – Cet élément représente les dividendes sur les actions privilégiées émises par une filiale et les distributions sur d'autres instruments de capitaux, lesquels se sont chiffrés, au premier trimestre, à 1 million de dollars.

Tous ces éléments pris ensemble constituent le bénéfice tiré des activités de base, qui s'élève à 243 millions de dollars pour le premier trimestre de 2024, soit 12 % de plus qu'à la même période en 2023.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

E. Analyse selon les résultats financiers

L'analyse suivante doit être lue conjointement avec l'état des résultats consolidés présenté dans les dernières pages 34 du présent document ainsi qu'avec la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, intitulée « Information sectorielle ».

PRODUITS

Le tableau suivant présente la composition des produits par secteurs.

Produits par secteurs												
(En millions de dollars)	Premier trimestre											
	Produits d'assurance			Produits de placement nets			Autres produits			Total		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Assurance, Canada	968	843	125	—	—	—	44	41	3	1 012	884	128
Gestion de patrimoine	262	219	43	32	29	3	328	300	28	622	548	74
Affaires américaines	365	297	68	—	—	—	39	42	(3)	404	339	65
Placements	—	—	—	(580)	1 480	(2 060)	8	8	—	(572)	1 488	(2 060)
Exploitation générale et ajustements de consolidation	—	—	—	(2)	(2)	—	(15)	(15)	—	(17)	(17)	—
Total	1 595	1 359	236	(550)	1 507	(2 057)	404	376	28	1 449	3 242	(1 793)

Les produits ont diminué de 1 793 millions de dollars au premier trimestre de 2024 par rapport à la même période en 2023, du fait, essentiellement, de la diminution des produits de placement nets. La diminution de 2 057 millions de dollars des produits de placement nets entre le premier trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2024 est en grande partie attribuable à une diminution de la juste valeur des obligations ainsi qu'à une diminution de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui supportent les passifs des contrats d'assurance. Cette dernière s'explique principalement par une augmentation des taux d'intérêt en 2024, par opposition à une diminution en 2023.

IMPÔTS

Pour le premier trimestre de 2024, la Société rapporte une charge d'impôts de 71 millions de dollars, comparativement 81 millions de dollars au même trimestre en 2023. Ces montants cadrent avec la variation du revenu avant impôt ainsi qu'avec la variation du revenu exonéré d'impôt.

RÉSULTAT NET ATTRIBUÉ AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires totalise 233 millions de dollars pour le premier trimestre de 2024, comparativement à 270 millions de dollars pour la période correspondante de 2023. La variation s'explique essentiellement par les facteurs mentionnés ci-dessous :

- La croissance des affaires au cours des 12 derniers mois, qui a eu un impact favorable sur le résultat d'assurance;
- Les impacts relatifs aux marchés.

Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 233 millions de dollars pour le premier trimestre de 2024 est principalement attribuable au résultat des activités d'assurance de 249 millions de dollars, qui, lui-même, reflète les produits d'assurance, nets des dépenses d'assurance et des dépenses nettes provenant des contrats de réassurance, ainsi qu'à un montant de 196 millions de dollars provenant du résultat d'investissement net, attribuable à des variations favorables des marchés boursiers et défavorables des taux d'intérêt.

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats financiers de iA Société financière pour les neuf derniers trimestres.

Autres données financières													
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	IFRS 17 et IFRS 9									IFRS 4 et IAS 39			
	2024	2023				2022 ¹				2022			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits (produits d'assurance, produits de placement nets et autres produits)	1 449	6 347	(728)	2 399	3 242	2 031	1 822	(2 348)	(3 101)	4 354	3 848	241	152
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	233	248	55	196	270	181	1	152	(25)	229	215	222	151
Résultat par action ordinaire (en dollars)													
De base	2,35 \$	2,47 \$	0,55 \$	1,90 \$	2,59 \$	1,72 \$	0,01 \$	1,41 \$	(0,23 \$)	2,18 \$	2,03 \$	2,07 \$	1,40 \$
Dilué	2,34 \$	2,46 \$	0,54 \$	1,89 \$	2,58 \$	1,71 \$	0,01 \$	1,41 \$	(0,23 \$)	2,17 \$	2,03 \$	2,06 \$	1,40 \$

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Il n'y a aucune opération importante entre parties liées hors du cours normal des affaires à signaler pour le premier trimestre de 2024.

MÉTHODES COMPTABLES ET PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre sont établis comme il est décrit dans la note 1, « Information générale », de ces mêmes états financiers.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. La direction a exercé son jugement, a effectué des estimations et a établi des hypothèses dont le détail se trouve à la note 2 « Informations importantes sur les méthodes comptables » à la section b) « Estimations, hypothèses et jugements importants » des états financiers consolidés dans le rapport annuel 2023 de la Société.

Le détail des nouvelles méthodes appliquées et des modifications à venir aux méthodes comptables est présenté à la note 2 « Modifications de méthodes comptables » des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2024.

¹ Veuillez noter que les résultats de 2022 de la Société ont été recalculés en raison de l'adoption de IFRS 17 Contrats d'assurance et du chevauchement de la norme connexe IFRS 9 Instruments financiers (« les nouvelles normes »). À noter par ailleurs que les résultats recalculés de 2022 ne sont pas entièrement représentatifs du profil de risque de marché futur de la Société et de son profil de bénéfice divulgué et tiré des activités de base futur, considérant que la transition du portefeuille de placements de la Société à des fins d'appariement de l'actif et du passif en vertu des nouvelles normes ne s'est terminée qu'en 2023. Ainsi, une analyse fondée sur les résultats comparatifs de 2022 pourrait ne pas être représentative des tendances futures et doit être interprétée dans ce contexte.

F. Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels

La marge sur services contractuels (MSC), est une mesure IFRS 17 qui donne une indication des bénéfices futurs et qui est prise en compte dans le calcul du ratio de solvabilité en tant que capitaux disponibles¹. Cette mesure n'est cependant pas exhaustive, au sens où elle ne tient pas compte des besoins en matière de capital, des activités autres que d'assurance, des contrats d'assurance évalués selon la MRP² ou de la mesure d'ajustement au titre du risque, autre indication des bénéfices futurs. La croissance organique de la MSC est une composante de la génération organique de capital, qui est une mesure plus exhaustive.

Le tableau suivant présente l'évolution de la MSC.

Au 31 mars 2024, la MSC s'établissait à près de 6,2 milliards de dollars, en hausse de 7 % au cours des douze derniers mois.

Le mouvement organique de la MSC représente la création permanente de valeur mesurée par la marge, calculée avant l'impact d'éléments non organiques qui ajoutent une volatilité induite à la MSC totale, comme les variations de marchés. Au premier trimestre, la MSC a crû de façon organique de 51 millions de dollars, soutenue par l'effet positif de nouvelles ventes d'assurance totalisant 158 millions de dollars et la croissance financière organique de 75 millions de dollars. Ces éléments favorables ont été partiellement contrebalancés par la MSC constatée pour les services fournis, de l'ordre de 164 millions de dollars. Une perte d'expérience de 18 millions de dollars a également été enregistrée, l'expérience favorable sur le plan de la mortalité se trouvant plus qu'absorbée par : 1) le comportement défavorable des titulaires de polices dans plusieurs unités d'exploitation; 2) plusieurs éléments défavorables mineurs; et 3) l'incidence défavorable de RFG légèrement réduits accordés à certains clients, en raison de l'augmentation de leurs actifs totaux au titre des fonds distincts, les dépôts nets au premier trimestre ayant été plus élevés que prévu.

Durant le premier trimestre, des éléments non organiques ont mené à une augmentation de 183 millions de dollars de la MSC, tendance attribuable à l'incidence positive de variations macroéconomiques (+168 millions de dollars), qui elle-même s'expliquait par un rendement favorable des marchés, l'incidence positive d'une révision des hypothèses et des actions de la direction (+2 millions de dollars) et des variations favorables des taux de change (+13 millions de dollars).

Les éléments organiques et non organiques ont entraîné une augmentation de 234 millions de dollars de la MSC au premier trimestre de 2024.

Analyse du mouvement de la MSC - Consolidée			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
MSC - Début de période	5 925	5 574	6 %
Mouvement organique de la MSC			
Effet des nouvelles ventes d'assurance	158	168	
Croissance financière organique ³	75	71	
Gains (pertes) d'expérience d'assurance ⁴	(18)	(18)	
MSC constatée pour les services fournis	(164)	(147)	
Sous-total - Mouvement organique de la MSC	51	74	(31 %)
Mouvement non organique de la MSC			
Impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction	2	60	
Impact des marchés	168	49	
Impact des taux de change	13	(1)	
Sous-total - Mouvement non organique de la MSC	183	108	
Total - Mouvement de la MSC	234	182	
MSC - Fin de période	6 159	5 756	7 %

¹ La MSC, à l'exception de la MSC pour les fonds distincts, représente des capitaux de Catégorie 1 dans le calcul du ratio de solvabilité.

² Méthode de répartition des primes

³ La croissance financière organique est le mouvement de la MSC attribuable au rendement attendu des actifs et à l'intérêt capitalisé basé sur les taux d'actualisation initiaux.

⁴ Les gains et pertes d'expérience d'assurance correspondent à l'expérience non financière liée aux services futurs (p. ex. comportement des titulaires de polices qui différerait des attentes) dans le cadre de contrats non déficitaires.

G. Situation financière

Capitalisation[†]			
(En millions de dollars)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Capitaux propres			
Capital social et surplus d'apport	1 601	1 620	1 678
Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres	375	375	375
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	5 182	5 043	5 024
Capitaux propres aux actionnaires	7 158	7 038	7 077
Déventures	1 500	1 499	1 500
Structure de capital totale	8 658	8 537	8 577

Le capital de la Société s'établissait à près de 8,7 milliards de dollars au 31 mars 2024, en hausse de 121 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023. La variation au cours du trimestre s'explique principalement par l'augmentation des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global.

Solvabilité			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Capitaux disponibles			
Catégorie 1	5 027	4 831	5 109
Catégorie 2	3 200	3 405	3 337
Attribution de l'avoire et dépôts admissibles	2 431	2 448	2 379
Total	10 658	10 684	10 825
Coussin de solvabilité global	7 527	7 355	7 279
Ratio de solvabilité [†]	142 %	145 %	149 %

La Société a terminé le premier trimestre de 2024 avec un ratio de solvabilité[†] de 142 %, comparativement à un ratio de 145 % à la fin du trimestre précédent et de 149 % un an plus tôt. Ce résultat s'inscrit bien au-dessus de la cible d'opération de 120 % de la Société. La diminution au premier trimestre est principalement attribuable aux effets défavorables de variations macroéconomiques et d'autres variations non organiques. Pour ce qui est de l'apport positif de la génération organique de capital de 130 millions de dollars, il a plus que contrebalancé le déploiement de capital, qui correspond essentiellement aux 115 millions de dollars aux fins de rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat (OPRA) dans le cours normal des activités.

L'acquisition de Vericity, une société d'assurance vie et une agence numérique des États-Unis, annoncée le 3 octobre 2023, devrait entraîner une diminution de l'ordre de trois points de pourcentage du ratio de solvabilité de la Société à la date de clôture de la transaction, prévue au cours du deuxième trimestre de 2024. Le ratio pro forma au 31 mars 2024 s'établit donc à 139 %.

Au premier trimestre, la Société a généré 130 millions de dollars de capital additionnel de manière organique, soit davantage qu'à la même période en 2023. Ce résultat cadre avec les projections en vertu desquelles elle dépasserait l'objectif minimal de génération organique de capital pour l'année de 600 millions de dollars en 2024; du fait de tendances saisonnières, en effet, la génération organique est généralement plus importante à partir du deuxième trimestre.

Levier financier			
	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Ratio de levier financier ^{†,1}	14,3 %	14,6 %	14,7 %
Ratio de couverture ^{†,2}	18,5x	18,5x	19,9x

¹ Calculé comme : déventures, actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres/structure du capital + marge sur services contractuels (MSC) après impôt[†]

² Calculé ainsi : bénéfice tiré des activités de base des douze derniers mois avant intérêts et impôts/(intérêts + dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale + primes versées au rachat d'actions privilégiées émises par une filiale)

Le ratio de levier financier[†] s'est légèrement amélioré au premier trimestre du fait, principalement, de l'augmentation des capitaux propres aux actionnaires et de la MSC après impôt. Le ratio de couverture[†] au 31 mars 2024 s'établissait à 18,5x, soit au même niveau qu'au 31 décembre 2023.

Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière³			
	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Valeur comptable par action ordinaire ³	68,93 \$	66,90 \$	64,69 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation	98 350 869	99 642 745	103 568 109
Valeur de l'action à la clôture	84,15 \$	90,33 \$	85,66 \$
Capitalisation boursière	8 276 M\$	\$9 001 M\$	\$8 872 M\$

La valeur comptable par action ordinaire³ s'établissait à 68,93 \$ au 31 mars 2024, en hausse de 7 % d'une année à l'autre et de 3 % au cours du trimestre. Ce résultat est essentiellement attribuable à l'augmentation des résultats non distribués, partiellement compensée par le rachat d'actions (dans le cadre de l'offre publique de rachat (OPRA) dans le cours normal des activités) et le versement d'un dividende aux actionnaires ordinaires. Si l'on exclut l'effet de l'offre publique de rachat, l'augmentation au cours des douze derniers mois se chiffre à 8 %.

Le nombre d'actions ordinaires en circulation a diminué de 1 291 876 au cours du trimestre, ce qui s'explique principalement par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités de la Société, partiellement compensés par l'exercice d'options d'achat d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour la haute direction.

Au 31 mars 2024, la capitalisation boursière de la Société avoisinait les 8,3 milliards de dollars, en baisse de 8 % au cours du premier trimestre en raison, principalement, de la variation de la valeur des actions ordinaires de la Société.

La Société a obtenu, en mai 2024, l'approbation nécessaire pour hausser le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat (OPRA) dans le cours normal des activités entre le 14 novembre 2023 et le 13 novembre 2024 de 5 046 835 actions, représentant environ 5 % des 100 936 705 actions ordinaires émises et en circulation de la Société en date du 31 octobre 2023 à 8 074 936 actions ordinaires, représentant environ 8,01 % des 100 795 937 actions ordinaires de la Société détenues dans le public au 31 octobre 2023. Aucune autre modalité de l'OPRA n'a été modifiée.

Comme il est mentionné dans la section « Faits saillants », un total de 1 316 276 actions ont été rachetées et annulées pendant le trimestre, pour une valeur totale de 115 millions de dollars. Un total de 2 298 992 actions, ou environ 2,3 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2023, ont été rachetées et annulées entre le 14 novembre 2023 et le 31 mars 2024.

³ La valeur comptable par action ordinaire est une mesure financière calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période; toutes les composantes de cette mesure sont des mesures conformes aux IFRS.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

H. Placements

Composition des placements			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Valeur comptable des placements	41 586	42 618	39 945
Répartition des placements par catégories d'actifs			
Obligations	71,0 %	70,3 %	68,6 %
Actions	10,4 %	9,5 %	9,7 %
Prêts (y compris les prêts hypothécaires)	8,6 %	8,6 %	9,4 %
Immeubles de placement	3,8 %	3,8 %	4,4 %
Trésorerie et placements à court terme	3,5 %	3,2 %	4,0 %
Autres	2,7 %	4,6 %	3,9 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Au 31 mars 2024, la valeur totale du portefeuille de placements avoisinait les 42 milliards de dollars, en baisse de 2 % par rapport au 31 décembre 2023, mais en hausse de 4 % par rapport au même trimestre l'an dernier. La légère diminution au cours du trimestre s'explique principalement par l'incidence défavorable de variations macroéconomiques et des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille d'obligations de la Société. Le tableau ci-dessus donne les principales catégories d'actifs qui composent le portefeuille de placements de la Société.

Qualité des placements			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,6 %	0,6 %	0,8 %
Prêts hypothécaires – Proportion des prêts titrisés et assurés ¹	16,6 %	17,2 %	22,7 %
Prêts hypothécaires – Proportion des prêts assurés	50,2 %	51,0 %	47,0 %
Immeubles de placement – Taux d'occupation	86,4 %	86,7 %	85,7 %
Prêts automobiles – Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts	0,48 %	0,41 %	0,33 %
Prêts automobiles – Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts	5,16 %	5,21 %	4,89 %

Les indicateurs présentés dans le tableau ci-dessus confirment l'excellente qualité du portefeuille de placements. En ce qui concerne les immeubles de placement, le taux d'occupation est demeuré relativement stable ce trimestre, à un niveau convenable, supérieur à celui du marché canadien des bureaux².

Instruments financiers dérivés			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2024	31 décembre 2023	31 mars 2023
Montant notionnel total (G\$)	44	43	42
Risque de crédit de la Société			
AA - ou supérieur	100 %	100 %	100 %
A +	—	—	—
Juste valeur positive	975	1 787	985
Juste valeur négative	892	787	1 250

La Société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et des justes valeurs des actifs investis. Ces instruments sont composés de divers contrats tels des swaps de taux d'intérêt, des contrats d'indices de marché et de taux de change, des contrats à terme de gré à gré, des contrats à terme standardisés et, finalement, des options sur indices de marché et devise.

¹ Une portion négligeable des prêts titrisés et assurés pouvait ne pas être assurée à la fin du trimestre.

² Source : CBRE

Les instruments financiers dérivés de la Société sont utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les instruments financiers dérivés de la Société sont également utilisés afin de couvrir le risque de change et le risque lié aux taux d'intérêt de la Société ainsi que dans le cadre de stratégies de placement qui réduisent le profil de risque de la Société.

La juste valeur positive représente les montants qui sont payables à la Société par les différentes contreparties et elle fluctue d'une période à une autre, selon l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des taux de change. La juste valeur négative représente, à l'inverse, le montant payable par la Société aux différentes contreparties.

Pour plus d'informations, se référer aux notes 3 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

I. Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de iA Société financière a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,8200 \$ par action ordinaire en circulation de iA Société financière, soit le même que celui annoncé au trimestre précédent.

Le conseil d'administration de iA Assurance a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série B de iA Assurance. Au premier trimestre de 2024, iA Assurance a versé un dividende de 150 millions de dollars ainsi que le solde du dividende non versé à l'unique porteur de ses actions ordinaires, iA Société financière. Pour le deuxième trimestre de 2024, le conseil d'administration de iA Assurance a approuvé la déclaration d'un dividende de 300 millions de dollars à l'unique porteur des actions ordinaires de iA Assurance, iA Société financière.

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires de iA Société financière et les actions privilégiées de iA Assurance.

Déclaration de dividende				
	Montant	Date de paiement	Date de clôture	
Action ordinaire – iA Société financière	0,8200 \$	17 juin 2024	24 mai 2024	
Action privilégiée de catégorie A – série B – iA Assurance	0,2875 \$	2 juillet 2024	24 mai 2024	Dividende non cumulatif

Notons que tous les dividendes versés par iA Société financière sur ses actions ordinaires et par iA Assurance sur ses actions privilégiées sont des dividendes déterminés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits qui souhaitent adhérer au régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière pour réinvestir le prochain dividende qui sera versé le 17 juin 2024 doivent s'assurer que le formulaire à cet effet dûment rempli parvient à Computershare au plus tard à 16 h le 16 mai 2024. Pour savoir comment vous inscrire, visitez le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Dividendes*. Il est à noter que les actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière seront achetées sur le marché secondaire et qu'aucun escompte ne s'appliquera.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

J. Gestion des risques et sensibilités - Mise à jour

La section « Gestion des risques et sensibilités - Mise à jour » du présent rapport de gestion contient certaines informations requises en vertu des Normes internationales d'information financière (IFRS) concernant la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période terminée le 31 mars 2024, considérant que les normes permettent des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

Au 31 mars 2024, la Société a mis à jour certaines parties de la section « Gestion des risques » de son *Rapport de gestion 2023*. Étant donné que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne contiennent pas toutes les informations requises dans des états financiers annuels complets, ils doivent être lus conjointement avec les *États financiers* consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 ainsi qu'avec le *Rapport de gestion 2023*. Le profil de risque de la Société n'a pas été modifié significativement concernant le risque stratégique, le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque concernant les modèles, le risque opérationnel et les risques juridique, réglementaire et d'atteinte à la réputation.

Sensibilités immédiates		Impact immédiat				
		Résultat net (non lié aux activités de base)	Capitaux propres (autres éléments du résultat global seulement)	Capitaux propres (autres éléments du résultat global et résultat net)	Ratio de solvabilité	MSC
(au 31 mars 2024)		M\$ après impôt	M\$ après impôt	M\$ après impôt	Points de pourcentage	M\$ avant impôt
Actions de sociétés publiques	Variation immédiate de +10 % des valeurs marchandes ¹	100	25	125	(1 %)	200
	Variation immédiate de -10 % des valeurs marchandes ¹	(75)	(50)	(125)	1 %	(225)
Actifs privés à revenu non fixe	Variation immédiate de +10 % de la valeur marchande des actions privées, des immeubles de placement et de l'infrastructure	250	25	275	1 %	—
	Variation immédiate de -10 % de la valeur marchande des actions privées, des immeubles de placement et de l'infrastructure	(250)	(25)	(275)	(1 %)	—
Taux d'intérêt	Changement parallèle immédiat de +50 pb sur tous les taux	(50)	25	(25)	(1 %)	25
	Changement parallèle immédiat de -50 pb sur tous les taux	50	(50)	—	1 %	(25)
Écart de crédit des obligations de sociétés	Changement parallèle immédiat de +50 pb	(50)	75	25	0,5 %	—
	Changement parallèle immédiat de -50 pb	25	(50)	(25)	(0,5 %)	—
Écart de crédit des obligations de gouvernements provinciaux	Changement parallèle immédiat de +50 pb	—	(25)	(25)	(0,5 %)	75
	Changement parallèle immédiat de -50 pb	(25)	50	25	0,5 %	(100)
Arrondi		±25	±25	±25	±0,5 %	±25

¹ Excluant les actions privilégiées.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

Sensibilités des bénéfices de base			
(au 31 mars 2024)	Variation	Impact sur les bénéfices tirés des activités de base futurs ² \$M post-tax	Description du choc
Actions de sociétés publiques ³	+5 %	4	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
	-5 %	(5)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Actifs privés à revenu fixe ⁴	+5 %	3	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
	-5 %	(3)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Taux d'intérêt	+10 pb	1	Changement parallèle immédiat de +10 pb sur tous les taux
	-10 pb	(1)	Changement parallèle immédiat de -10 pb sur tous les taux
Crédits et écarts de swaps	+10 pb	1	Changement parallèle immédiat de +10 pb
	-10 pb	(1)	Changement parallèle immédiat de -10 pb

Réductions de la sensibilité

Comme indiqué dans une section précédente du présent document, des mesures ont été prises, principalement au premier trimestre de 2024, pour réduire la sensibilité aux variations de taux d'intérêt ainsi que des écarts de crédit. Ces mesures comprennent l'amélioration des modèles afin de favoriser une plus grande constance des actifs et passifs en contexte de fluctuation des taux. En étant plus stables, le résultat d'investissement net tiré des activités de base, et ainsi, le bénéfice tiré des activités de base devraient mieux refléter la performance opérationnelle sous-jacente de la Société.

Mise en garde concernant les sensibilités immédiates

Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de clôture et reflètent les actifs et les passifs de la Société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Les sensibilités comprennent l'incidence du rééquilibrage des couvertures d'actions et de taux d'intérêt, comme prévu dans le programme de couverture dynamique de la Société utilisé pour les garanties sur les fonds distincts. Elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la Société.

En ce qui concerne les sensibilités relatives au ratio de solvabilité, la Société suppose qu'aucun changement de scénario ne se produit lors de l'estimation de l'incidence sur le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP (le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP est évalué selon quatre scénarios de taux d'intérêt différents, et le scénario menant à l'exigence de capital la plus élevée est choisi comme le pire scénario pour chaque région géographique).

Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle qui diffère des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex. déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. Également, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

² Répercussions sur le bénéfice tiré des activités de base du trimestre à venir.

³ Excluant les actions privilégiées.

⁴ Actions privées, immeubles de placement et infrastructures.

Les sensibilités immédiates font référence aux effets instantanés sur les valeurs de l'actif et du passif, ignorant tout effet sur les revenus et les dépenses futurs. Elles doivent être utilisées avec prudence pour estimer les impacts financiers des variations du marché pour un trimestre. Les sensibilités immédiates supposent une variation immédiate du marché suivie d'une évolution normalement attendue du marché pour le reste du trimestre. En d'autres termes, les sensibilités immédiates pourraient être interprétées grossièrement comme la différence entre une variation réelle du marché pour un trimestre et les attentes pour ce trimestre. Par exemple, pour les marchés boursiers publics où une croissance est normalement attendue, des valeurs de marché stables pour un trimestre équivalraient à une baisse immédiate des valeurs de marché.

Mise en garde concernant les sensibilités des bénéfices de base

Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de clôture et sont mesurées en fonction des actifs et des passifs de la Société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. En outre, elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la Société.

Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle qui diffère des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex. déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. Également, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

[†] Cette mesure n'est pas conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations importantes au sujet de telles mesures.

K. Mise en garde et renseignements généraux

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Pendant la période intermédiaire terminée le 31 mars 2024, la Société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

iA Société financière et iA Assurance (ci-après « la Société » dans cette section pour référer à chacune de façon individuelle) publient leurs résultats et leurs états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Toutefois, elles publient également certaines mesures ou certains ratios financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS (« non conformes aux IFRS »). Une mesure est considérée comme non conforme aux IFRS aux fins de la législation canadienne sur les valeurs mobilières lorsqu'elle est présentée autrement que selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) utilisés pour les états financiers audités de la Société. Cette dernière emploie des mesures non conformes aux IFRS lorsqu'elle évalue ses résultats et mesure sa performance. La Société est d'avis que les mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière déterminées conformément aux IFRS. La Société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont souvent accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. Pour certaines mesures financières non conformes aux IFRS, il n'existe toutefois aucune mesure directement comparable selon les IFRS.

Le **Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières** des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-112 ») établit les exigences de communication applicables, respectivement, à chacune des catégories suivantes de mesures non conformes aux IFRS utilisées par iA Groupe financier :

- *Mesures financières non conformes aux IFRS*, qui représentent la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et, en ce qui concerne leur composition, excluent un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans les états financiers de base de la Société ou comprennent un montant qui en est exclu;
- *Ratios non conformes aux IFRS*, exprimés sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, dont au moins l'une des composantes est une mesure financière non conforme aux IFRS, et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de la Société;
- *Mesures financières supplémentaires*, communiquées périodiquement en vue de représenter la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de la Société;
- *Mesures de gestion du capital*, qui sont des mesures financières visant à permettre à une personne d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que la Société a adoptés pour gérer son capital;
- *Mesures sectorielles*, qui combinent les mesures financières pour au moins deux secteurs à présenter de la Société, et qui ne sont pas présentées dans les états financiers de celle-ci.

Les mesures financières non conformes aux IFRS, les ratios non conformes aux IFRS et les mesures financières supplémentaires utilisées par la Société sont décrits ci-après. Des renseignements supplémentaires sont fournis, de même qu'une description de la concordance avec la mesure IFRS la plus proche, le cas échéant.

Les mesures non conformes aux IFRS publiées par iA Société financière dans le présent document sont :

- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Un ratio, exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le revenu net consolidé disponible aux actionnaires ordinaires par la moyenne des capitaux propres attribuables à ces actionnaires pour la période;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure générale de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres.

- Bénéfice tiré des activités de base (IFRS 17) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Exclut du bénéfice (pertes) divulgué l'impact des éléments suivants, qui créent de la volatilité dans les résultats de la Société en vertu des IFRS ou qui ne sont pas représentatifs de sa performance opérationnelle sous-jacente. Chacun de ces éléments est catégorisé comme une mesure financière supplémentaire, et il n'existe pas, pour les éléments en question, de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure, aucun rapprochement n'étant par ailleurs disponible :
 - a. les impacts des marchés qui diffèrent des attentes de la direction, y compris l'incidence des marchés des actions et des immeubles de placement, des taux d'intérêt et des variations des taux de change sur le résultat d'investissement net (dont l'incidence sur le résultat des produits de placement net et sur les charges financières des contrats d'assurance et de réassurance) et sur le résultat des activités d'assurance (c.-à-d. sur les pertes et les reprises de pertes sur les contrats déficitaires comptabilisés selon la méthode d'évaluation des honoraires variables) et les impacts des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société. Les attentes de la direction comprennent :
 - i. un rendement annuel à long terme attendu (entre 8 et 9 %, en moyenne) sur les investissements d'actifs à revenu non fixe (actions publiques et privées, immeubles de placement, infrastructures et actions privilégiées) n'ayant pas leurs revenus transférés,
 - ii. les taux d'intérêt (y compris les écarts de crédit) observés sur les marchés au début du trimestre demeureront inchangés pendant le trimestre et les taux d'actualisation du passif pour la période non observable changeront comme l'indique la courbe des taux d'actualisation au début du trimestre,
 - iii. les taux de change au début du trimestre demeureront inchangés pendant le trimestre;
 - b. les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction;
 - c. les gains et pertes sur des acquisitions ou des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration;
 - d. l'amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;
 - e. la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêts sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS;
 - f. des éléments particuliers que la direction juge non représentatifs de la performance de la Société, notamment (i) des provisions ou règlements de dossiers judiciaires importants, (ii) des gains et des pertes d'impôts inhabituels sur le revenu, (iii) des charges significatives pour dépréciation liées au goodwill et à des immobilisations incorporelles et (iv) d'autres gains et pertes inhabituels particuliers.Les impôts sur le revenu applicables aux éléments susmentionnés sont aussi exclus du bénéfice divulgué. Le bénéfice tiré des activités de base comprend tous les effets liés à l'expérience de crédit.
 - *Raison d'être* : La définition du bénéfice tiré des activités de base fournit une mesure supplémentaire pour comprendre la performance opérationnelle sous-jacente de la Société comparativement au bénéfice net selon les IFRS. Le bénéfice tiré des activités de base aide également à expliquer les résultats d'une période à une autre en excluant les éléments qui ne sont simplement pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société d'une période à une autre. De plus, le bénéfice tiré des activités de base de même que le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires servent de base à la direction pour la planification et l'établissement des priorités stratégiques. Ainsi, cette mesure est utile pour comprendre comment la direction perçoit la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aide à mieux comprendre la capacité de la Société de générer des bénéfices et à évaluer ses affaires à long terme.
 - *Rapprochement* : Le « résultat net attribué aux actionnaires ordinaires » est la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure, et un rapprochement avec cette mesure est effectué dans le présent document.
- Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilués;
 - *Raison d'être* : Utilisé pour mieux comprendre la capacité de la Société à générer des bénéfices renouvelables, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société;
 - *Rapprochement* : Le « résultat par action ordinaire (BPA) » est la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure, et un rapprochement avec cette mesure est présenté dans le présent document.

- Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Un ratio, exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base consolidé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure générale de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres, fondée sur le bénéfice tiré des activités de base, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

- Composantes des facteurs du bénéfice (FDB), divulgué et tiré des activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Présente les bénéfices répartis selon les principaux facteurs suivants :
 - a. le *résultat des activités d'assurance*, soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
 1. le *bénéfice attendu sur les activités d'assurance*, qui représentent les bénéfices récurrents liés à l'assurance sur les polices en vigueur durant la période de déclaration. Il s'agit de la somme des composantes suivantes :
 - libération pour ajustement au risque, soit la variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés;
 - marge sur services contractuels (MSC) constatée pour les services fournis, soit la marge pour services contractuels comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis au cours de la période;
 - bénéfice attendu sur les contrats d'assurance MRP, soit le résultat des activités d'assurance (produits d'assurance, nets des dépenses d'assurance engagées pour ces services) pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode de la répartition des primes (MRP), dont sont exclus les gains (pertes) d'expérience estimés.
 2. l'*effet des nouvelles ventes d'assurance*, soit la perte au point de vente découlant de la souscription de nouvelles affaires considérées comme déficitaires en vertu de IFRS 17 au cours de la période. Le bénéfice anticipé réalisé dans les années suivant l'émission d'un contrat devrait couvrir la charge liée à son émission. Le gain généré par la souscription de nouvelles affaires non déficitaires selon la définition qu'en donne IFRS 17 est comptabilisé dans la marge pour services contractuels (et non dans le résultat net).
 3. les *gains (pertes) d'expérience*, qui représentent l'écart entre les réclamations et dépenses d'assurance attendues et les réclamations et dépenses réelles, mesurées selon IFRS 17. Sont également compris ici : 1) les gains (pertes) d'expérience estimés sur les réclamations et dépenses d'assurance de contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, 2) les ajustements liés aux services actuels et passés, 3) l'expérience d'assurance liée aux services futurs pour les contrats déficitaires et 4) l'expérience de marché pour les contrats déficitaires évalués selon la méthode des honoraires variables. Les gains (pertes) d'expérience d'assurance correspondent aux gains (pertes) d'expérience excluant l'expérience de marché pour les contrats déficitaires mesurés selon la méthode des honoraires variables.
 4. les *changements d'hypothèses d'assurance et les mesures prises par la direction*, soit l'effet sur le revenu net avant impôt résultant des changements, sur les contrats déficitaires, dans les méthodes et hypothèses non financières liées aux services futurs ou autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses non financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif compte tenu de ses propres résultats en matière de mortalité, de morbidité, d'abandons, de dépenses et d'autres facteurs. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, des changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions.
 - b. le *résultat d'investissement net*, soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
 1. le *résultat d'investissement net tiré des activités de base*, soit les produits de placement nets, nets des charges financières associées au passif des contrats et nets des dépenses d'investissement prises en compte dans le bénéfice tiré des activités de base. Ce résultat comprend tous les effets liés à l'expérience de crédit, mais les charges financières sur les débetures en sont exclues.
 2. les *gains (pertes) d'expérience du marché*, qui sont les effets sur les produits de placement nets et sur les charges financières associées au passif des contrats des variations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers, taux d'intérêt et taux de change) qui diffèrent des attentes.
 3. les *changements d'hypothèses financières et autres*, soit l'effet sur le revenu net avant impôt résultant des changements dans les méthodes et les hypothèses financières. Des changements aux hypothèses financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif.
 - c. les *activités autres que d'assurance*, c'est-à-dire les produits nets des charges des activités autres que d'assurance, y compris, sans s'y limiter, les fonds communs de placement, la distribution en gestion de patrimoine et en assurance,

les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) et les activités de services aux concessionnaires autres que d'assurance.

- d. les *autres dépenses*, qui sont les dépenses non attribuables aux contrats d'assurance ou aux activités autres que d'assurance, notamment – sans s'y limiter – les dépenses d'exploitation générale, l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les charges financières sur les débetures et la dépréciation d'actifs et de l'achalandage.
- e. les *impôts sur le revenu*, qui représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et qui comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.
- f. les *dividendes/distributions des instruments de capitaux*, qui correspondent aux dividendes sur les actions privilégiées émises par une filiale et aux distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- *Raison d'être* : Fournissent davantage d'information pour évaluer la performance financière de la Société et un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires.
- *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable pour les composantes des FDB dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.
 - « résultat des activités d'assurance » : correspond à la mesure conforme aux IFRS du même nom présentée dans les états financiers de la Société.
 - « résultat d'investissement net » : le « résultat d'investissement net » présenté dans les états financiers de la Société constitue la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Le présent document contient un rapprochement avec cette mesure.
- Analyse du mouvement de la MSC :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires.
 - *Définition* : Présente le mouvement de la marge pour services contractuels (MSC), net de réassurance, selon la répartition suivante :
 - le *mouvement organique de la MSC*, duquel sont exclus les effets d'éléments engendrant une volatilité indue, ou qui ne seraient pas représentatifs de la performance opérationnelle sous-jacente d'une période à l'autre, et qui aide à mieux comprendre la création permanente de valeur mesurée par la MSC, selon une approche similaire à celle du bénéfice tiré des activités de base. Il correspond à la somme des composantes suivantes :
 - *l'effet des nouvelles ventes d'assurance*, soit la MSC établie à partir des contrats d'assurance non déficitaires initialement comptabilisés dans la période. Cela inclut les effets relatifs aux annulations de polices et aux frais d'acquisition, et exclut les effets de nouveaux contrats de réassurance inhabituels sur les affaires en vigueur catégorisés comme des mesures prises par la direction.
 - la *croissance financière organique*, soit le mouvement de la MSC attribuable 1) au rendement attendu des actifs des éléments sous-jacents (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables); et 2) à l'intérêt capitalisé basé sur les taux d'actualisation initiaux (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode générale).
 - les *gains (pertes) d'expérience d'assurance*, soit une expérience non financière liée aux services futurs (p. ex. comportement des titulaires de polices qui différerait des attentes) dans le cadre de contrats non déficitaires.
 - la *MSC constatée pour les services fournis*, soit la MSC comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis durant la période.
 - le *mouvement non organique de la MSC* correspond à la somme des composantes suivantes :
 - *l'impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction*, qui est l'impact sur les contrats non déficitaires de changements dans les méthodes et les hypothèses liées aux services futurs ou à d'autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, des changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions.
 - *l'impact des marchés*, qui représente l'expérience de marché pour les contrats non déficitaires évaluée selon la méthode des honoraires variables. Il s'agit de l'impact sur les flux de trésorerie d'exécution des fluctuations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers et taux d'intérêt) qui diffèrent des attentes.
 - *l'impact des taux de change*, soit l'impact des fluctuations des taux de change sur la MSC, présenté en dollars canadiens.
 - *Raison d'être* : Fournit de l'information supplémentaire pour mieux comprendre les facteurs à l'origine des changements dans la marge pour services contractuels d'une période à une autre;

- *Rapprochement* : Le mouvement de la MSC total équivaut à la somme des variations de la MSC pour les contrats d'assurance et les contrats de réassurance présentés dans la note intitulée « Contrats d'assurance et contrats de réassurance » dans les états financiers de la Société.
- Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Montants des prêts dépréciés net de la provision pour pertes de crédit, en pourcentage des prêts bruts;
 - *Raison d'être* : Une indication de la qualité du portefeuille de prêts;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.
- Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Ratio de la provision pour pertes de crédit, exprimé en pourcentage du montant des prêts bruts;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de l'expérience de crédit attendue sur le portefeuille de prêts;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.
- Ratio de distribution du dividende :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Le pourcentage du revenu net attribué aux actionnaires ordinaires – sur la base du bénéfice divulgué – qui leur est distribué sous la forme de dividendes durant la période;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus divulgués de la Société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes;
 - *Rapprochement* : Le ratio de distribution du dividende est le ratio du dividende versé par action ordinaire au cours de la période (une mesure conforme aux IFRS) divisé par le bénéfice divulgué par action ordinaire au cours de cette même période.
- Ratio de distribution du dividende, activités de base :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Le pourcentage du revenu net attribué aux actionnaires ordinaires – sur la base du bénéfice tiré des activités de base – qui leur est distribué sous la forme de dividendes durant la période;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus tirés des activités de base de la Société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes;
 - *Rapprochement* : Le ratio de distribution du dividende, activités de base est le ratio du dividende versé par action ordinaire au cours de la période (une mesure conforme aux IFRS) divisé par le bénéfice tiré des activités de base par action ordinaire au cours de cette même période.
- Génération organique de capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Capital excédentaire généré dans le cours normal des activités, une fois exclue l'incidence de l'environnement macroéconomique, le capital excédentaire correspondant au capital dépassant le ratio cible, calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes (ESCAP)*;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la Société à générer du capital excédentaire dans le cours normal de ses activités.
- Capacité de déploiement de capital, capital disponible pour déploiement, capital déployable ou capital pour déploiement :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Capital que la Société peut déployer pour une transaction de fusion ou d'acquisition, compte tenu de toutes les limites et contraintes de la ligne directrice réglementaire sur le capital et des cibles de la Société. Le calcul de ce montant prend en considération la capacité d'émission de capital tout en considérant le niveau cible de la Société et les paramètres de la transaction étant présumés être les plus restrictifs par rapport au capital réglementaire;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la Société à déployer du capital pour des transactions.

- Marge pour services contractuels (MSC) après impôt :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l'information historique;
 - *Définition* : Calculée comme la différence entre le solde de la marge pour services contractuels (MSC) et le produit obtenu en multipliant ce solde par le taux d'imposition prévu par la loi pour chaque personne morale;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la Société à déployer du capital pour des transactions;
 - *Rapprochement* : La « marge sur services contractuels (MSC) » est la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

- Ratio de distribution total (12 derniers mois) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : La somme des dividendes versés par action ordinaire et des actions ordinaires rachetées (rachats) au cours des douze derniers mois, divisée par le revenu net disponible aux actionnaires ordinaires au cours des douze derniers mois;
 - *Raison d'être* : Indique le pourcentage des revenus divulgués de la Société qu'ont reçu les actionnaires sous la forme de dividendes, sur une période de douze mois.

- Mesures de la sensibilité :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : L'effet des variations macroéconomiques, comme les variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers, sur d'autres mesures employées par la Société, comme le résultat net ou le ratio de solvabilité;
 - *Raison d'être* : Utilisées pour évaluer l'exposition au risque de variations macroéconomiques de la Société.

- Mesure de levier financier – Débentures/capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Calculée en divisant les débentures totales par la somme des débentures totales et des capitaux propres des actionnaires;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure du levier financier de la Société.

- Mesure de levier financier – Débentures + actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres/capital :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : Calculée en divisant les débentures totales et les actions privilégiées émises par une filiale, ainsi que les autres instruments de capitaux propres, par la somme des débentures totales et des capitaux propres des actionnaires;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure du levier financier de la Société.

- Mesure de levier financier – Ratio de levier financier :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Calculée en divisant les débentures totales et les actions privilégiées émises par une filiale, ainsi que les autres instruments de capitaux propres par la somme des débentures totales et des capitaux des actionnaires et la marge pour services contractuels (MSC) après impôt;
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure du levier financier de la Société.
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

- Mesure de levier financier – Ratio de couverture :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Ratios non conformes aux IFRS;
 - *Définition* : Calculée en divisant le bénéfice des douze derniers mois (avant intérêts et impôts) par la somme des intérêts, des actions privilégiées émises par une filiale et des dividendes sur actions privilégiées ainsi que des primes versées au rachat d'actions privilégiées émises par une filiale (le cas échéant);
 - *Raison d'être* : Fournit une mesure de la capacité de la Société à répondre aux besoins de liquidités associés à ses obligations lorsque ces dernières arrivent à échéance;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

- Capitalisation :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : La somme des capitaux propres et des débentures de la Société;
 - *Raison d'être* : Fournit un indicateur supplémentaire pour évaluer la performance financière de la Société;
 - *Rapprochement* : Cette mesure est la somme de plusieurs mesures conformes aux IFRS.

- Ratio de solvabilité :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) révisée en janvier 2023 par l’Autorité des marchés financiers (« AMF »), cette mesure financière est exemptée de certaines exigences du *Règlement 52-112*;
 - *Définition* : Calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, l’attribution de l’avoir et les dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global;
 - *Raison d’être* : Fournit une mesure de la solvabilité de la Société et permet aux autorités réglementaires de déterminer si une compagnie d’assurance dispose de capitaux suffisants par rapport au minimum établi par l’organisme de réglementation de la Société.

- Actif sous administration (ASA) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* : L’ASA représente tous les actifs par rapport auxquels la Société n’agit qu’à titre d’intermédiaire entre un client et un gestionnaire de fonds externe;
 - *Raison d’être* : Utilisé pour évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration;
 - *Rapprochement* : Il n’existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

- Actif sous gestion (ASG) :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières non conformes aux IFRS constituant de l’information historique;
 - *Définition* : Tous les actifs par rapport auxquels la Société établit un contrat avec un client et prend des décisions d’investissement pour les sommes déposées dans le cadre de ce contrat;
 - *Raison d’être* : Utilisé pour évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous gestion;
 - *Rapprochement* : L’« actif total du fonds général » et l’« actif net des fonds distincts » présentés dans les états financiers de la Société sont des mesures conformes aux IFRS et des composantes du calcul de l’ASG. Un rapprochement est effectué dans le présent document.

- Dépôts des fonds communs de la Gestion de patrimoine individuel, dépôts de l’Épargne et retraite collectives, équivalents de primes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et régimes d’avantages sociaux non assurés (RASNA), contrats d’investissement et équivalents de primes et dépôts des Régimes d’employés de l’Assurance collective :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définitions* :
 - a. On désigne par dépôts les montants reçus de clients aux termes d’un contrat d’investissement. Les dépôts ne figurent pas dans les états des résultats de la Société;
 - b. Les équivalents de primes sont des montants liés à des contrats de services (tels que les régimes d’avantages sociaux non assurés (RASNA)) ou services dans le cadre desquels la société est essentiellement administratrice. Ils comprennent également pour certaines unités d’exploitation, le montant des primes conservées en externe, spécifiques aux contrats d’assurance pour lesquels la société indemniserait la contrepartie en cas de perte dépassant un seuil spécifique ou en cas de défaut de paiement. Ces montants ne sont pas inclus dans les « primes nettes »;
 - *Raison d’être* : Les équivalents de primes et les dépôts sont l’une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

- Primes minimales et excédentaires liées aux ventes de l’Assurance individuelle, ventes brutes et nettes de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel, ventes des Régimes d’employés de l’Assurance collective, ventes de l’Assurance individuelle des Affaires américaines, ventes des Marchés spéciaux de l’Assurance collective, ventes d’assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires, ventes de contrats d’accumulation et de rentes assurées de l’Épargne et retraite collectives, ventes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines, ventes de iA Auto et habitation et ventes d’assurance crédit des Services aux concessionnaires :
 - *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* :
 - a. Les primes minimales et excédentaires liées aux ventes de l’Assurance individuelle sont définies comme les primes annualisées de première année. Les ventes totales (ou ventes brutes) de produits du fonds général ou de fonds distincts de la Gestion de patrimoine individuel correspondent aux primes nettes. Les ventes de fonds communs de placement sont définies comme les dépôts et comprennent les ventes sur le marché primaire de fonds négociés en bourse. Les ventes nettes de fonds distincts et de fonds communs de placement de la Gestion de patrimoine individuel correspondent aux entrées nettes (ventes brutes de fonds communs de placement, moins retraits et

- transferts). Les ventes des Régimes d'employés de l'Assurance collective sont définies comme les primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (régimes d'avantages sociaux non assurés).
- b. Les ventes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines sont définies comme les primes annualisées de première année.
 - c. Les ventes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective sont définies comme les primes avant réassurance.
 - d. Les ventes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance et annulations).
 - e. Les ventes de contrats d'accumulation et de rentes assurées de l'Épargne et retraite collectives comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou dépôts.
 - f. Les ventes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de prime.
 - g. Les ventes de iA Auto et habitation sont définies comme les primes directes souscrites.
 - h. Les ventes d'assurance crédit des Services aux concessionnaires sont définies comme les primes avant assurance et annulations.
- *Raison d'être* : Utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer de nouvelles ventes, en plus de constituer un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux évaluer le potentiel de croissance de la Société;
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.
- Primes nettes :
- *Catégorie aux termes du Règlement 52-112* : Mesures financières supplémentaires;
 - *Définition* :
 - a. Les primes nettes de l'Assurance individuelle, les primes nettes des Régimes d'employés de l'Assurance collective et les primes nettes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines sont définies comme les primes diminuées des primes cédées en réassurance et comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur.
 - b. Les primes nettes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires, les primes nettes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et les primes nettes de iA Auto et habitation sont définies comme les primes directes souscrites, moins les montants cédés en réassurance.
 - c. Les primes nettes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective et les primes nettes d'assurance crédit des Services aux concessionnaires correspondent aux primes brutes, diminuées des montants cédés en réassurance.
 - d. Les primes nettes de l'Épargne et retraite collectives correspondent aux primes nettes après réassurance, dont sont exclus les équivalents de primes.
 - *Raison d'être* : Les primes sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.
 - *Rapprochement* : Il n'existe pas de mesure financière conforme aux IFRS directement comparable dans les états financiers de la Société en lien avec la mesure.

RAPPROCHEMENT DE MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS CHOISIES

Résultat d'investissement net			
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		
	2024	2023	Variation
Résultat d'investissement net – États des résultats IFRS	196	278	-82
Produits de placement de filiales de distribution en gestion du patrimoine <i>États des résultats : Résultat d'investissement net</i> <i>FDB : Activités autres que d'assurance</i>	-31	-19	-12
Charges relatives aux activités de placements <i>États des résultats : Autres charges d'exploitation</i> <i>FDB : Résultat d'investissement net</i>	-8	-14	6
Autres produits et autres charges d'exploitation de iA Financement auto <i>États des résultats : Autres produits et autres charges d'exploitation</i> <i>FDB : Résultat d'investissement net</i>	-23	-18	-5
Résultat relatif à l'instrument de couverture lié aux unités d'actions fictives <i>États des résultats : Variation de la juste valeur des placements</i> <i>FDB : Autres dépenses</i>	2	0	2
Résultat d'investissement net – Facteurs du bénéfice (FDB) non conformes aux IFRS	136	227	-91

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce document peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Groupe financier ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « revoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif », « but », « indications » et « prévisions » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans ce document, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs et ils pourraient changer.

Bien que iA Groupe financier estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. De plus, les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement.

- Les facteurs et les risques importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment les risques d'assurance, de marché, de crédit, de liquidité, stratégique, opérationnel et de non-conformité réglementaire, tels que : la conjoncture commerciale et économique; le niveau d'inflation; la concurrence et le regroupement des sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales, et les changements apportés aux lignes directrices en matière de capital et de liquidités; les mesures prises par les autorités réglementaires qui pourraient avoir une incidence sur les affaires ou les activités de iA Groupe financier ou ses partenaires d'affaires; les risques associés à l'environnement politique et social régional ou mondial, les risques liés aux changements climatiques, notamment la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et la capacité de iA Groupe financier à satisfaire aux attentes des parties prenantes face aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance; le risque lié aux technologies de l'information, aux données et à l'atteinte à la sécurité de l'information, incluant le cyberrisque; le risque de fraude; les risques liés aux ressources humaines; les risques liés à la stratégie de couverture; le risque lié aux liquidités de iA Groupe financier, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers aux échéances prévues; le risque lié à une mauvaise conception, mise en oeuvre ou utilisation d'un modèle; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; et l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de conflits internationaux, de pandémies (comme la pandémie de la COVID-19) et d'actes terroristes.
- Les hypothèses et les facteurs importants sur lesquels a été fondée la préparation des perspectives financières comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements dans le cadre des méthodes comptables applicables et l'absence de changement important concernant les normes et méthodes comptables applicables de la Société; l'absence de variation importante concernant les taux d'intérêt; l'absence de changement important concernant le taux d'imposition réel de la Société; l'absence de changement important concernant le niveau d'exigences réglementaires en matière de capital de la Société; la disponibilité d'options pour le déploiement du capital excédentaire; l'expérience en matière de crédit, la mortalité, la morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices conformes aux études actuarielles; le rendement des investissements conforme aux attentes de la Société et conforme aux tendances historiques; les différents taux de croissance des activités selon l'unité d'exploitation; l'absence de changement inattendu concernant le contexte économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire ou le contexte dans le secteur des assurances; ou les mesures prises par les autorités de réglementation qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités ou l'exploitation de iA Groupe financier ou de ses partenaires d'affaires; l'absence de variation imprévue concernant le nombre d'actions en circulation; la non-matérialisation des risques ou des autres facteurs mentionnés ou dont il est question ailleurs dans le présent document ou qui figurent à la section « Gestion des risques » du Rapport de gestion de l'année 2023 de la Société, susceptibles d'avoir une influence sur le rendement ou les résultats de la Société.

Instabilité économique et financière dans un contexte de tensions géopolitiques – Des conditions économiques défavorables et l'instabilité financière suscitent certaines inquiétudes incluant les hausses des taux d'intérêt par les banques centrales pour lutter contre l'inflation. La guerre en Ukraine, le conflit Hamas-Israël et les tensions en Chine engendrent également de l'instabilité sur les marchés mondiaux. Ces événements, entre autres, pourraient entraîner une perte de confiance des consommateurs et des investisseurs, une importante volatilité financière, des opportunités de croissance plus limitées mettant à l'épreuve la capacité de la société à prévoir et à atténuer les turbulences sur ses marchés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les perspectives financières, les résultats et les activités de l'entreprise.

Des renseignements supplémentaires sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du Rapport de gestion de l'année 2023 et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux États financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et dans les autres documents que iA Groupe financier a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse sedarplus.ca.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de iA Groupe financier en date de sa publication. iA Groupe financier ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent document ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

DOCUMENTS RELATIFS AUX RÉSULTATS FINANCIERS

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière et de iA Assurance sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur les sociétés sur le site SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca, de même que dans les notices annuelles de iA Société financière et de iA Assurance, que l'on peut trouver sur le site Internet de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR+.

États des résultats consolidés

(non audités, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Résultat des activités d'assurance		
Produits d'assurance (note 8)	1 595 \$	1 359 \$
Dépenses d'assurance	(1 283)	(1 119)
Produits (dépenses) nets provenant des contrats de réassurance	(63)	(34)
	249	206
Résultat d'investissement net		
Produits de placement nets (note 3)		
Intérêts et autres produits tirés des placements	577	433
Variation de la juste valeur des placements	(1 127)	1 074
	(550)	1 507
Produits (charges) financiers d'assurance	793	(1 246)
Produits (charges) financiers de réassurance	3	46
(Augmentation) diminution du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	(50)	(29)
	196	278
Produits (charges) de placement relatifs à l'actif net des fonds distincts	2 641	1 675
Produits (charges) financiers provenant des passifs relatifs aux fonds distincts	(2 641)	(1 675)
	—	—
	196	278
Autres produits	404	376
Autres charges d'exploitation	(527)	(488)
Autres charges financières	(17)	(18)
Résultat avant impôts	305	354
(Charge) recouvrement d'impôts (note 13)	(71)	(81)
Résultat net	234	273
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres (note 10)	(1)	(3)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	233 \$	270 \$
Résultat par action ordinaire (en dollars) (note 15)		
De base	2,35 \$	2,59 \$
Dilué	2,34	2,58
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités) (note 15)		
De base	99	104
Dilué	100	105
Dividendes par action ordinaire (en dollars) (note 9)	0,82	0,68

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États du résultat global consolidés

(non audités, en millions de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Résultat net	234 \$	273 \$
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Couverture d'investissements nets		
Profits (pertes) latents résultant de la conversion des établissements étrangers	72	(3)
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	(44)	3
	28	—
Couverture de flux de trésorerie		
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	3	—
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Écart de réévaluation lié aux transferts vers les immeubles de placement	—	2
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	46	(5)
Total des autres éléments du résultat global	77	(3)
Résultat global attribué aux actionnaires	311 \$	270 \$

Impôts sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global

(non audités, en millions de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Recouvrement (charge) d'impôts sur le résultat relatif à :		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	8 \$	1 \$
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(17)	1
Recouvrement (charge) d'impôts total sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global	(9)\$	2 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États de la situation financière consolidés

	Au 31 mars 2024	Au 31 décembre 2023
(en millions de dollars canadiens)	(non audités)	
Actif		
Placements (note 3)		
Trésorerie et placements à court terme	1 462 \$	1 379 \$
Obligations	29 496	29 940
Actions	4 320	4 069
Prêts	3 569	3 660
Instruments financiers dérivés (note 6)	975	1 787
Autres placements	165	172
Immeubles de placement	1 599	1 611
	41 586	42 618
Autres éléments d'actif	4 285	3 157
Actif relatif aux contrats d'assurance (note 8)	153	167
Actif relatif aux contrats de réassurance (note 8)	2 399	2 312
Immobilisations corporelles	322	320
Actif d'impôts différés	275	270
Immobilisations incorporelles	1 857	1 847
Goodwill	1 336	1 318
Actif total du fonds général	52 213	52 009
Actif net des fonds distincts (note 7)	45 192	41 837
Actif total	97 405 \$	93 846 \$
Passif		
Passif relatif aux contrats d'assurance (note 8)	32 715 \$	33 630 \$
Passif relatif aux contrats de réassurance (note 8)	15	8
Passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts	6 164	6 050
Instruments financiers dérivés (note 6)	892	787
Autres éléments de passif	3 452	2 678
Passif d'impôts différés	317	319
Déventures	1 500	1 499
Passif total du fonds général	45 055	44 971
Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts (note 8)	32 586	30 201
Passif relatif aux contrats d'investissement des fonds distincts	12 606	11 636
Passif total	90 247 \$	86 808 \$
Capitaux propres		
Capital social et surplus d'apport	1 601 \$	1 620 \$
Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres (note 10)	375	375
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	5 182	5 043
	7 158	7 038
Passif et capitaux propres totaux	97 405 \$	93 846 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des variations des capitaux propres consolidés

	Au 31 mars 2024					
	Actions ordinaires	Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
(non audités, en millions de dollars canadiens)	(note 9)	(note 10)			(note 11)	
Solde au 31 décembre 2022	1 675 \$	525 \$	17 \$	4 889 \$	21 \$	7 127 \$
Effet de l'adoption de IFRS 9	—	—	—	7	—	7
Solde au 1 ^{er} janvier 2023	1 675	525	17	4 896	21	7 134
Résultat net	—	—	—	789	—	789
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	38	38
Résultat global de l'exercice	—	—	—	789	38	827
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	76	(76)	—
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	3	—	—	3
Options d'achat d'actions exercées	—	—	(3)	—	—	(3)
Émission d'actions ordinaires	15	—	—	—	—	15
Rachat d'actions ordinaires	(87)	—	—	(375)	—	(462)
Rachat d'actions privilégiées émises par une filiale	—	(150)	—	—	—	(150)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(304)	—	(304)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(20)	—	(20)
Autres	—	—	—	(2)	—	(2)
	(72)	(150)	—	(625)	(76)	(923)
Solde au 31 décembre 2023	1 603	375	17	5 060	(17)	7 038
Résultat net	—	—	—	234	—	234
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	77	77
Résultat global de la période	—	—	—	234	77	311
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	46	(46)	—
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	1	—	—	1
Émission d'actions ordinaires	1	—	—	—	—	1
Rachat d'actions ordinaires	(21)	—	—	(94)	—	(115)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(81)	—	(81)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(1)	—	(1)
Autres	—	—	—	4	—	4
	(20)	—	1	(126)	(46)	(191)
Solde au 31 mars 2024	1 583 \$	375 \$	18 \$	5 168 \$	14 \$	7 158 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au 31 mars 2023

	Actions ordinaires (note 9)	Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres (note 10)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 11)	Total
(non audités, en millions de dollars canadiens)						
Solde au 31 décembre 2022	1 675 \$	525 \$	17 \$	4 889 \$	21 \$	7 127 \$
Effet de l'adoption de IFRS 9	—	—	—	7	—	7
Solde au 1 ^{er} janvier 2023	1 675	525	17	4 896	21	7 134
Résultat net	—	—	—	273	—	273
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(3)	(3)
Résultat global de la période	—	—	—	273	(3)	270
Transactions relatives aux capitaux propres						
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	(5)	5	—
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	1	—	—	1
Options d'achat d'actions exercées	—	—	(1)	—	—	(1)
Émission d'actions ordinaires	8	—	—	—	—	8
Rachat d'actions ordinaires	(22)	—	—	(90)	—	(112)
Rachat d'actions privilégiées émises par une filiale	—	(150)	—	—	—	(150)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	(70)	—	(70)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(3)	—	(3)
	(14)	(150)	—	(168)	5	(327)
Solde au 31 mars 2023	1 661 \$	375 \$	17 \$	5 001 \$	23 \$	7 077 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des flux de trésorerie consolidés

(non audités, en millions de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	305 \$	354 \$
Autres charges financières	17	18
Impôts payés, nets des remboursements	(159)	(39)
Activités opérationnelles sans effet sur la trésorerie :		
Charges (produits) relatifs aux contrats d'assurance	(1 105)	1 006
Charges (produits) relatifs aux contrats de réassurance	60	(12)
Charges (produits) relatifs aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	50	29
Pertes (profits) latents sur les placements	1 131	(1 070)
Dotations à la provision pour pertes de crédit	20	14
Autres amortissements	76	68
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	28	(37)
Activités opérationnelles ayant un effet sur la trésorerie :		
Ventes, échéances et remboursements liés aux placements	10 680	9 403
Achats liés aux placements	(9 957)	(9 621)
Variation actif/passif relatif aux contrats d'assurance	115	190
Variation actif/passif relatif aux contrats de réassurance	(86)	(79)
Variation du passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts	64	490
Autres éléments ayant un effet sur la trésorerie	(888)	(65)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	351	649
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Ventes (achats) d'immobilisations corporelles et incorporelles	(58)	(64)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(58)	(64)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	1	7
Rachat d'actions ordinaires (note 9)	(115)	(112)
Rachat d'actions privilégiées émises par une filiale (note 10)	—	(150)
Remboursement d'obligations locatives ¹	(5)	(4)
Dividendes versés sur actions ordinaires	(81)	(70)
Dividendes versés sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(1)	(3)
Intérêts payés sur débetures	(16)	(22)
Intérêts payés sur obligations locatives	(1)	(1)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(218)	(355)
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	8	1
Augmentation (diminution) de la trésorerie et placements à court terme	83	231
Trésorerie et placements à court terme au début	1 379	1 358
Trésorerie et placements à court terme à la fin	1 462 \$	1 589 \$
Information supplémentaire :		
Trésorerie	993 \$	954 \$
Placements à court terme incluant les équivalents de trésorerie	469	635
Total de la trésorerie et placements à court terme	1 462 \$	1 589 \$

¹ Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, les obligations locatives, présentées dans *Autres éléments de passif* aux états de la situation financière consolidés, comprennent un montant de 6 \$ (8 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2023) n'ayant pas d'effet sur la trésorerie, principalement attribuable à de nouvelles obligations.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2024 et 2023 (non audités) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 › Information générale

iA Société financière inc. (iA Société financière) est une société de gestion de portefeuille inscrite à la Bourse de Toronto, constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec. iA Société financière et ses filiales (la société) offrent une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de fonds communs de placement, de valeurs mobilières, de prêts ainsi que de produits d'assurance automobile et habitation, d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Les produits et les services de la société sont offerts sur une base individuelle et collective et s'étendent à l'ensemble du Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers) de la société sont établis sur la base des Normes internationales d'information financière (IFRS) conformément à la norme IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ne contiennent pas toute l'information requise dans un état financier annuel complet et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, qui figurent dans le *Rapport annuel 2023*. Les informations importantes sur les méthodes comptables utilisées pour établir les présents états financiers sont conformes à celles qui se trouvent dans le *Rapport annuel 2023*, à l'exception des éléments mentionnés à la note 2.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 9 mai 2024.

2 › Modifications de méthodes comptables

Nouvelles méthodes comptables appliquées

Ces normes ou ces amendements s'appliquent aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements et des incidences sur les états financiers de la société
IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>	<p><i>Description</i> : Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>. Cet amendement, intitulé <i>Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants</i>, touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Le 31 octobre 2022, l'IASB a publié un nouvel amendement, <i>Classement d'un emprunt assorti de clauses restrictives en tant que passif courant ou non courant</i>, qui précise les conditions influençant le classement d'un passif lorsqu'une entité doit se conformer à des clauses restrictives dans les douze mois suivant sa date de clôture et clarifie les obligations d'informations à fournir par voie de notes. Les dispositions de ces amendements s'appliquent de manière rétrospective.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	<p><i>Description</i> : Le 22 septembre 2022, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 16 <i>Contrats de location</i>. L'amendement, intitulé <i>Obligation locative dans une cession-bail</i>, ajoute des exigences relatives à l'évaluation ultérieure d'une obligation locative par un vendeur-preneur dans le cadre d'une transaction de cession-bail comptabilisée à titre de vente afin d'empêcher la comptabilisation d'un gain ou d'une perte relativement au droit d'utilisation conservé. Les dispositions de cet amendement s'appliquent de manière rétrospective.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i> et IFRS 7 <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p><i>Description</i> : Le 25 mai 2023, l'IASB a publié un amendement aux normes IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i> et IFRS 7 <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>. L'amendement, intitulé <i>Accords de financement de fournisseurs</i>, exige que les entités divulguent des informations sur les accords de financement des fournisseurs et leurs effets sur les passifs, les flux de trésorerie et l'exposition au risque de liquidité afin d'accroître la transparence sur ce type d'accords. Les dispositions de cet amendement s'appliquent de manière prospective.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>

Modifications de méthodes comptables à venir

Les normes ou les amendements sont présentés en fonction de leur date de publication sauf si une approche plus pertinente permet une meilleure information.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements
IFRS 18 <i>Présentation et informations à fournir dans les états financiers</i>	<p><i>Description</i> : Le 9 avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 <i>Présentation et informations à fournir dans les états financiers</i>, qui remplace les dispositions de la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> et reconduit plusieurs de ses exigences.</p> <p>La norme IFRS 18 :</p> <ul style="list-style-type: none"> établit une structure définie pour l'état des résultats par le biais de la classification des produits et des charges en catégories définies distinctes et de l'imposition de nouveaux sous-totaux dans le but d'améliorer la comparabilité; exige que des informations spécifiques sur les indicateurs de performance définis par la direction, qui consistent en des sous-totaux de produits et de charges publiés en dehors des états financiers, soient divulguées dans une note unique aux états financiers afin d'améliorer la transparence de ces indicateurs de performance définis par la direction; fournit des directives sur le classement de l'information dans les états financiers primaires ou dans les notes. <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 18 s'appliqueront de manière rétrospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.</p>

IAS 21 <i>Effets des variations des cours des monnaies étrangères</i>	<p><i>Description</i> : Le 15 août 2023, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 21 <i>Effets des variations des cours des monnaies étrangères</i>. L'amendement, intitulé <i>Absence de convertibilité</i>, précise quand une devise est convertible et quand elle ne l'est pas, la façon de déterminer le taux de change lorsque la devise n'est pas convertible, ainsi que les informations additionnelles devant être fournies lorsqu'une devise n'est pas convertible. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective modifiée aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>
---	---

3 › Placements et produits de placement nets

a) Valeur comptable et juste valeur

Au 31 mars 2024

(en millions de dollars)	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Autres	Total	Juste valeur
Trésorerie et placements à court terme	373 \$	1 089 \$	— \$	1 462 \$	1 462 \$
Obligations					
Gouvernements	8 282	—	—	8 282	
Municipalités	934	—	—	934	
Sociétés et autres	20 280	—	—	20 280	
	29 496	—	—	29 496	29 496
Actions					
Ordinaires	2 428	—	—	2 428	
Privilégiées	528	—	—	528	
Indices boursiers	330	—	—	330	
Unités de fonds de placement	1 034	—	—	1 034	
	4 320	—	—	4 320	4 320
Prêts					
Prêts hypothécaires					
Prêts hypothécaires assurés					
Multirésidentiels	892	—	—	892	
Non résidentiels	2	—	—	2	
	894	—	—	894	
Prêts hypothécaires conventionnels					
Multirésidentiels	208	—	—	208	
Non résidentiels	237	—	—	237	
	445	—	—	445	
	1 339	—	—	1 339	
Prêts automobiles	—	1 408	—	1 408	
Autres prêts	—	822	—	822	
	1 339	2 230	—	3 569	3 562
Instruments financiers dérivés	975	—	—	975	975
Autres placements	38	3	124	165	165
Immeubles de placement	—	—	1 599	1 599	1 632
Total des placements	36 541 \$	3 322 \$	1 723 \$	41 586 \$	41 612 \$

Au 31 décembre 2023

(en millions de dollars)	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Autres	Total	Juste valeur
Trésorerie et placements à court terme	373 \$	1 006 \$	— \$	1 379 \$	1 379 \$
Obligations					
Gouvernements	8 957	—	—	8 957	
Municipalités	946	—	—	946	
Sociétés et autres	20 037	—	—	20 037	
	29 940	—	—	29 940	29 940
Actions					
Ordinaires	2 384	—	—	2 384	
Privilégiées	455	—	—	455	
Indices boursiers	297	—	—	297	
Unités de fonds de placement	933	—	—	933	
	4 069	—	—	4 069	4 069
Prêts					
Prêts hypothécaires					
Prêts hypothécaires assurés					
Multirésidentiels	970	—	—	970	
Non résidentiels	2	—	—	2	
	972	—	—	972	
Prêts hypothécaires conventionnels					
Multirésidentiels	210	—	—	210	
Non résidentiels	244	—	—	244	
	454	—	—	454	
	1 426	—	—	1 426	
Prêts automobiles	—	1 395	—	1 395	
Autres prêts	—	839	—	839	
	1 426	2 234	—	3 660	3 653
Instruments financiers dérivés	1 787	—	—	1 787	1 787
Autres placements	45	3	124	172	172
Immeubles de placement	—	—	1 611	1 611	1 644
Total des placements	37 640 \$	3 243 \$	1 735 \$	42 618 \$	42 644 \$

Les autres placements sont constitués d'obligations et d'unités de fonds de placement qui représentent des placements restreints, de billets à recevoir ainsi que de placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise. Les obligations et les unités de fonds de placement sont classées à la juste valeur par le biais du résultat net. Les billets à recevoir sont classés au coût amorti. Les placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise, comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, sont présentés dans la colonne *Autres*.

La juste valeur des immeubles de placement comprend la valeur comptable des immeubles comptabilisés à la juste valeur ainsi que la juste valeur de la linéarisation des loyers qui est comptabilisée dans *Autres éléments d'actif*.

b) Placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise

La société détient des participations qui varient entre 25 % et 29 % au 31 mars 2024 (25 % et 29 % au 31 décembre 2023). La valeur comptable de ces placements au 31 mars 2024 est de 124 \$ (124 \$ au 31 décembre 2023). La quote-part du résultat net et du résultat global pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 correspond à un profit de 1 \$ (profit de 5 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2023).

c) Produits de placement nets

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Intérêts et autres produits tirés des placements		
Intérêts	422 \$	365 \$
Dividendes	101	33
Instruments financiers dérivés	39	30
Revenus locatifs nets	21	23
Dotations à la provision pour pertes de crédit	(20)	(14)
Autres produits et dépenses	14	(4)
	577	433
Variation de la juste valeur des placements		
Trésorerie et placements à court terme	4	4
Obligations	(741)	872
Actions	102	87
Prêts	(4)	13
Instruments financiers dérivés	(476)	143
Immeubles de placement	(17)	(20)
Autres	5	(25)
	(1 127)	1 074
Total des produits de placement nets	(550)\$	1 507 \$

4 › Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement

a) Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs

La juste valeur est la contrepartie qui serait reçue pour la vente d'un actif ou payée pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La direction exerce son jugement dans la détermination des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, particulièrement pour les instruments financiers classés au niveau 3. La juste valeur des différentes catégories d'instruments financiers et des immeubles de placement est déterminée comme décrit ci-dessous.

Actifs financiers

Placements à court terme – La valeur nominale de ces placements représente la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Obligations – Les obligations sont évaluées selon les cours du marché observés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité ainsi que d'autres données de référence publiées sur les marchés. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, la direction utilise alors ses meilleures estimations.

Actions – Les actions sont évaluées en fonction des cours du marché observés sur des marchés actifs. Si les cours sur les marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée au moyen de modèles d'évaluation des titres de capitaux propres, lesquels prévoient des analyses de la juste valeur de l'actif net et d'autres techniques de comparaison avec des données de référence telles que des indices de marché. Les unités de fonds de placement sont évaluées selon la valeur de l'actif net publiée par le gestionnaire de chaque fonds.

Prêts – La juste valeur des prêts hypothécaires et des prêts automobiles est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour des prêts comparables et qui sont ajustés en fonction du risque de crédit et de la durée. Les autres prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils sont garantis et peuvent être remboursés à tout moment. La juste valeur des autres prêts correspond approximativement à leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée en fonction du type d'instrument financier dérivé. En ce qui a trait aux contrats à terme standardisés et aux options qui sont négociés à la bourse, leur juste valeur est déterminée en fonction de leur cours sur des marchés actifs. Les instruments financiers dérivés qui sont transigés de gré à gré sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation d'usage sur le marché. Ces évaluations reposent sur des données observables sur le marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, les indices financiers, les différentiels de taux, le risque de crédit ainsi que la volatilité.

Parmi les instruments financiers dérivés, certains autres contrats dérivés font l'objet d'une restriction quant à la possibilité de les négocier. Dans une telle situation, une prime d'illiquidité basée sur des données non observables sur le marché est prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés. Même si ces données ne sont pas observables, elles reposent sur des hypothèses jugées appropriées compte tenu des circonstances. Une fois la période de restriction terminée, les instruments sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation standards basés sur des données observables sur le marché, comme décrit précédemment. L'utilisation, par la société, de données non observables est limitée à la période de restriction, et l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers dérivés ne représente pas un montant important.

Autres placements – La juste valeur des autres placements est déterminée en fonction du type de placement. En ce qui a trait aux billets à recevoir et aux placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise, leur juste valeur est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments. Les obligations qui sont des placements restreints sont évaluées selon les cours du marché observés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité ainsi que d'autres données de référence publiées sur les marchés. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, la direction utilise alors ses meilleures estimations. Les unités de fonds de placement qui sont des placements restreints sont, quant à elles, évaluées selon la valeur de l'actif net publiée par le gestionnaire de chaque fonds.

Autres éléments d'actif – La juste valeur des titres acquis en vertu de conventions de revente est évaluée comme étant la valeur de la contrepartie payée additionnée des intérêts courus. La juste valeur des autres éléments d'actif est approximativement la même que la valeur comptable en raison de leur nature à court terme.

Immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée selon les différentes méthodes reconnues et conformes aux normes d'évaluation du secteur immobilier. Parmi ces méthodes, la technique du revenu demeure la plus utilisée puisqu'elle se base sur le comportement d'un investisseur en fonction des attentes de revenus générés par un immeuble de placement. Pour ce faire, l'actualisation des flux monétaires générés par l'immeuble de placement est préconisée puisqu'elle mesure la relation entre la valeur marchande et les revenus raisonnablement escomptés au cours d'un horizon d'investissement. Les flux monétaires attendus incluent les revenus contractuels et projetés ainsi que les charges opérationnelles propres à l'immeuble de placement. Ces flux tiennent aussi compte des taux d'intérêt, des taux de location et d'occupation établis en fonction d'études de marché, des produits locatifs attendus tirés des contrats de location en vigueur et des estimations relatives aux entrées de trésorerie futures, y compris les produits projetés tirés des contrats de location futurs et les estimations relatives aux entrées de trésorerie futures formulées en fonction des conjonctures actuelles de marché. Les taux de location futurs sont estimés en fonction de l'emplacement, du type et de la qualité actuelle de l'immeuble ainsi qu'en fonction des données du marché et des projections à la date de l'évaluation. Les justes valeurs sont comparées avec les informations du marché, y compris avec les transactions récentes visant des actifs comparables, afin de vérifier leur caractère raisonnable. L'utilisation optimale fait partie des méthodes d'évaluation possibles. L'usage le meilleur et le plus profitable d'un site fait partie intégrante du processus d'établissement de la juste valeur d'un immeuble de placement. Cet usage est celui qui, au moment de l'évaluation, confère à l'immeuble la juste valeur la plus élevée. Par conséquent, cet usage est déterminé en tenant compte de l'utilisation physique possible, légalement admissible, financièrement possible et réalisable à court terme en tenant compte de la demande et doit être lié aux probabilités de réalisation plutôt qu'aux simples possibilités de réalisation. Les évaluations sont effectuées à l'externe par des évaluateurs agréés indépendants sur une base annuelle ou par le personnel qualifié de la société trimestriellement.

Passifs financiers

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés au passif est présentée à la note 6 « Instruments financiers dérivés » et correspond à la valeur comptable indiquée dans la colonne de la juste valeur négative. La juste valeur est déterminée selon la méthode et les hypothèses présentées précédemment à la section « Actifs financiers ».

Autres éléments de passif – La juste valeur des autres éléments de passif, à l'exception des engagements afférents à des titres vendus à découvert, des titres acquis en vertu de conventions de revente, des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire, est approximativement la même que la valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

Les engagements afférents à des titres vendus à découvert, classés à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évalués selon les cours de marché observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité et les autres données de référence publiées sur les marchés.

La juste valeur des titres vendus en vertu de conventions de rachat est évaluée comme étant la valeur de la contrepartie reçue additionnée des intérêts courus.

La juste valeur des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes.

Au 31 mars 2024, la juste valeur de la dette hypothécaire est de 2 \$ (3 \$ au 31 décembre 2023). Elle est garantie par un immeuble de placement qui a une valeur comptable de 52 \$ (52 \$ au 31 décembre 2023), porte un intérêt de 2,370 % et vient à échéance le 27 septembre 2028. La dépense d'intérêts hypothécaires est inférieure à 1 \$ (inférieure à 1 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2023).

Débitures – La juste valeur des débitures classées comme des passifs financiers au coût amorti est estimée à l'aide d'un modèle d'évaluation tenant compte d'instruments ayant sensiblement les mêmes conditions sur le marché. Cette juste valeur peut fluctuer en raison des taux d'intérêt et des risques de crédit associés à ces instruments.

Passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts et Passif relatif aux contrats d'investissement des fonds distincts – La juste valeur de ces contrats d'investissement est déterminée à l'aide des paramètres de l'entente conclue entre la société et le titulaire de police pour ce type de contrat. Le passif relatif aux contrats d'investissement représente le solde dû au titulaire de police. La société assume que la juste valeur des dépôts à vue dont l'échéance n'est pas déterminée correspond à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts à terme à taux fixe est déterminée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt courants offerts sur le marché pour des dépôts présentant des conditions et des risques similaires.

b) Hiérarchie de la juste valeur

L'information à fournir concernant les instruments financiers et les immeubles de placement doit être présentée selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations des justes valeurs des actifs et des passifs financiers. La hiérarchie est établie afin de donner une priorité plus élevée aux cours du marché non ajustés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et une priorité plus faible aux paramètres non observables sur le marché. Les trois niveaux de la hiérarchie des évaluations sont décrits comme suit :

Niveau 1 – Évaluation de la juste valeur fondée sur les cours non ajustés observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actions cotées en bourse, entre autres, sont classées au niveau 1.

Niveau 2 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement. La majorité des obligations, des placements à court terme ainsi que de certains instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2.

Niveau 3 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation pour lesquelles on a recours à des paramètres importants non observables sur le marché et qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction. La plupart des placements privés sont classés au niveau 3.

Si un instrument financier classé au niveau 1 cesse de se transiger sur un marché actif, il est transféré au niveau 2. Si l'évaluation de sa juste valeur requiert une utilisation significative de paramètres non observables sur le marché, il est alors reclassé directement au niveau 3.

Actif

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme	— \$	373 \$	— \$	373 \$
Obligations				
Gouvernements	—	8 185	97	8 282
Municipalités	—	934	—	934
Sociétés et autres	—	17 028	3 252	20 280
	—	26 147	3 349	29 496
Actions	1 829	389	2 102	4 320
Prêts hypothécaires	—	1 339	—	1 339
Instruments financiers dérivés	95	880	—	975
Autres placements	—	38	—	38
Immeubles de placement	—	—	1 599	1 599
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	1 924	29 166	7 050	38 140
Autres éléments d'actif	—	30	—	30
Instruments financiers des fonds distincts	35 655	8 480	954	45 089
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur	37 579 \$	37 676 \$	8 004 \$	83 259 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme	— \$	373 \$	— \$	373 \$
Obligations				
Gouvernements	—	8 858	99	8 957
Municipalités	—	946	—	946
Sociétés et autres	—	16 879	3 158	20 037
	—	26 683	3 257	29 940
Actions	1 653	346	2 070	4 069
Prêts hypothécaires	—	1 426	—	1 426
Instruments financiers dérivés	86	1 701	—	1 787
Autres placements	—	45	—	45
Immeubles de placement	—	—	1 611	1 611
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	1 739	30 574	6 938	39 251
Instruments financiers des fonds distincts	32 421	8 467	915	41 803
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur	34 160 \$	39 041 \$	7 853 \$	81 054 \$

Il n'y a eu aucun transfert du niveau 1 au niveau 2 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).
Il n'y a eu aucun transfert du niveau 2 au niveau 1 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Il n'y a eu aucun transfert du niveau 2 au niveau 3 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).
Il n'y a eu aucun transfert du niveau 3 au niveau 2 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (15 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).
Les transferts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 provenaient des obligations. La juste valeur de ces obligations était évaluée au cours du marché obtenu par l'entremise de courtiers qui évaluent la juste valeur de ces instruments financiers et provenait d'un prix obtenu depuis moins de 30 jours.

Il n'y a eu aucun transfert du niveau 1 au niveau 3 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).
Il n'y a eu aucun transfert du niveau 3 au niveau 1 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Il n'y a eu aucun transfert au niveau 3 d'immeubles à usage propre vers des immeubles de placement relativement à un changement d'usage au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024 (14 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023). Les ajustements liés aux réévaluations de 3 \$ avant impôts (3 \$ après impôts) ont été inscrits à l'état du résultat global dans *Écart de réévaluation lié aux transferts vers les immeubles de placement* pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

La société présente les transferts entre les niveaux hiérarchiques à la juste valeur établie à la fin du trimestre au cours duquel le transfert s'est produit.

Le tableau suivant présente les actifs comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 3 :

Période de trois mois terminée le 31 mars 2024

(en millions de dollars)	Solde au 31 décembre 2023	Profits (pertes) au résultat net	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3 et reclassements	Solde au 31 mars 2024	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
Obligations	3 257 \$	(42)\$	171 \$	(37)\$	— \$	3 349 \$	(44)\$
Actions	2 070	19	96	(83)	—	2 102	15
Immeubles de placement	1 611	(17)	5	—	—	1 599	(17)
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	6 938	(40)	272	(120)	—	7 050	(46)
Instruments financiers des fonds distincts	915	4	82	(47)	—	954	1
Total	7 853 \$	(36)\$	354 \$	(167)\$	— \$	8 004 \$	(45)\$

Exercice terminé le 31 décembre 2023

(en millions de dollars)	Solde au 31 décembre 2022	Profits (pertes) au résultat net	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3 et reclassements	Solde au 31 décembre 2023	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
Obligations	2 780 \$	75 \$	556 \$	(139)\$	(15)\$	3 257 \$	71 \$
Actions	2 167	(286)	305	(116)	—	2 070	(82)
Instruments financiers dérivés	1	(1)	—	—	—	—	(1)
Immeubles de placement	1 804	(178)	47	(76)	14	1 611	(180)
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	6 752	(390)	908	(331)	(1)	6 938	(192)
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts	802	34	144	(65)	—	915	24
Total	7 554 \$	(356)\$	1 052 \$	(396)\$	(1)\$	7 853 \$	(168)\$

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, un montant de 5 \$ (47 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023) a été inscrit à titre d'*Achats* d'immeubles de placement correspondant à des capitalisations aux *Immeubles de placement* et il n'y a eu aucun transfert inscrit à titre de *Transferts au (du) niveau 3 et reclassements* (14 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 correspond à des reclassements d'immobilisations corporelles vers les *Immeubles de placement*). De plus, les *Ventes et règlements* des immeubles de placement n'incluent aucun transfert à titre d'immobilisations corporelles (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Les *Profits (pertes) au résultat net* et le *Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus* sont présentés dans *Produits de placement nets* à l'état des résultats, à l'exception de ceux relatifs à l'actif net des fonds distincts, qui sont présentés dans *Produits (charges) de placement relatifs à l'actif net des fonds distincts* à l'état des résultats.

Évaluation des actifs de niveau 3

La principale donnée non observable utilisée lors de l'évaluation des obligations au 31 mars 2024 correspond aux primes de risque de crédit et de liquidité, qui varient entre 0,87 % et 5,35 % (0,85 % et 8,23 % au 31 décembre 2023). Les primes de risque de crédit et de liquidité correspondent à la différence entre le rendement attendu d'un actif et le taux d'intérêt sans risque. Cette différence représente une compensation supplémentaire pour le risque de défaut de l'emprunteur et l'absence de marchés actifs pour vendre les actifs financiers. Si tous les autres facteurs demeurent constants, une diminution (augmentation) des primes de risque de crédit et de liquidité entraînera une augmentation (diminution) de la juste valeur des obligations.

La principale donnée non observable utilisée lors de l'évaluation des actions au 31 mars 2024 correspond à 100 % de la valeur de l'actif net des actions détenues par la société, qui est fournie par le commandité des sociétés en commandite ou les gestionnaires de fonds. La valeur de l'actif net correspond à la juste valeur estimative de l'actif moins la juste valeur du passif divisée par le nombre d'actions en circulation d'un fonds ou d'une société en commandite.

Les principales données non observables utilisées lors de l'évaluation des immeubles de placement au 31 mars 2024 sont le taux d'actualisation, qui se situe entre 5,75 % et 8,75 % (5,75 % et 8,75 % au 31 décembre 2023), et le taux de capitalisation final, qui se situe entre 5,50 % et 7,75 % (5,00 % et 7,75 % au 31 décembre 2023). Le taux d'actualisation se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements au cours des 10 prochaines années. Le taux de capitalisation final se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que sur la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements pour la durée de vie restante après la période de 10 ans. Si tous les autres facteurs demeurent constants, une baisse (hausse) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final entraînera une augmentation (diminution) de la juste valeur des immeubles de placement.

Juste valeur divulguée par voie de note

La société classe et évalue certains de ses instruments financiers au coût amorti et leur juste valeur est divulguée par voie de note. Le tableau suivant présente le niveau de hiérarchie de ces justes valeurs :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Classés au coût amorti				
Prêts automobiles et autres prêts	— \$	2 223 \$	— \$	2 223 \$
Total des actifs dont la juste valeur est divulguée par voie de note	— \$	2 223 \$	— \$	2 223 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Classés au coût amorti				
Prêts automobiles et autres prêts	— \$	2 227 \$	— \$	2 227 \$
Total des actifs dont la juste valeur est divulguée par voie de note	— \$	2 227 \$	— \$	2 227 \$

Passifs financiers

Le tableau suivant présente la juste valeur des passifs financiers évalués à la juste valeur sur une base récurrente et de ceux dont la juste valeur est indiquée dans une note, classés selon les niveaux de hiérarchie des évaluations :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	— \$	340 \$	— \$	340 \$
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	—	908	—	908
Passifs de titrisation	—	260	—	260
Instruments financiers dérivés	40	852	—	892
Total des passifs classés à la juste valeur par le biais du résultat net	40 \$	2 360 \$	— \$	2 400 \$
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Dettes hypothécaires	— \$	2 \$	— \$	2 \$
Débitures	—	1 468	—	1 468
Passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts	—	6 155	—	6 155
Passif relatif aux contrats d'investissement des fonds distincts	—	12 606	—	12 606
Total des passifs classés au coût amorti	— \$	20 231 \$	— \$	20 231 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	— \$	329 \$	— \$	329 \$
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	—	10	—	10
Passifs de titrisation	—	259	—	259
Instruments financiers dérivés	50	737	—	787
Total des passifs classés à la juste valeur par le biais du résultat net	50 \$	1 335 \$	— \$	1 385 \$
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Dettes hypothécaires	— \$	3 \$	— \$	3 \$
Débitures	—	1 464	—	1 464
Passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts	—	5 836	—	5 836
Passif relatif aux contrats d'investissement des fonds distincts	—	11 636	—	11 636
Total des passifs classés au coût amorti	— \$	18 939 \$	— \$	18 939 \$

5 > Gestion des risques financiers associés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance

Une gestion des risques efficace repose sur l'identification, l'évaluation, la mesure, la compréhension, la gestion, la surveillance et la communication des risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités. La gestion des risques est constituée d'un ensemble d'objectifs, de politiques et de procédures qui sont approuvés par le conseil d'administration et mis en application par les dirigeants de la société. Les principales politiques et pratiques de gestion des risques font l'objet de révisions annuelles, ou plus fréquemment lorsque cela est jugé pertinent. De l'information plus détaillée concernant les principes, les responsabilités ainsi que les principales mesures et pratiques de gestion de la société en matière de gestion des risques sur les instruments financiers est présentée en ombragé à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion 2023* aux pages 55 à 68. L'information présentée en ombragé sur ces mêmes pages est considérée comme partie intégrante des présents états financiers.

a) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte financière liée à des changements inattendus dans le niveau ou la volatilité des prix du marché des actifs et des passifs.

a) i) Sensibilités immédiates relatives au risque de marché

Sensibilités immédiates aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit

Une analyse de la sensibilité de la société à une variation immédiate des taux d'intérêt sans risque et des écarts de crédit relatifs aux obligations de sociétés et aux obligations gouvernementales provinciales est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la société gère ces risques en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette. L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi. L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

Les tableaux suivants présentent l'impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat (valeurs arrondies aux 25 millions de dollars les plus près) des :

Taux d'intérêt

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net	50 \$	(50)\$	— \$	(25)\$
Capitaux propres	—	(25)	(50)	25
Marge sur services contractuels	(25)	25	(25)	25

Écarts de crédit des obligations de sociétés

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net	25 \$	(50)\$	— \$	(25)\$
Capitaux propres	(25)	25	(75)	50
Marge sur services contractuels	—	—	—	—

Écarts de crédit des obligations des gouvernements provinciaux

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net	(25)\$	— \$	(25)\$	25 \$
Capitaux propres	25	(25)	—	—
Marge sur services contractuels	(100)	75	(100)	75

Sensibilités immédiates relatives au taux d'actualisation ultime

Une analyse de la sensibilité de la société à un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime utilisée pour établir le passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

Le tableau suivant présente l'impact immédiat d'un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime (valeurs arrondies aux 10 millions de dollars les plus près) :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 10 points de base	Hausse de 10 points de base	Baisse de 10 points de base	Hausse de 10 points de base
Résultat net	(50)\$	50 \$	(50)\$	50 \$
Capitaux propres	(50)	50	(50)	50
Marge sur services contractuels	—	—	—	—

Sensibilités immédiates relatives aux actions de sociétés publiques

Une analyse de la sensibilité de la société à une variation immédiate des actions de sociétés publiques est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la société gère ce risque en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette. Les actions privilégiées sont exclues du périmètre de ces analyses de sensibilité. L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi. L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

Les tableaux suivants présentent l'impact immédiat d'une variation de valeur immédiate des actions de sociétés publiques (valeurs arrondies aux 25 millions de dollars les plus près) :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net	(150)\$	(75)\$	100 \$	150 \$
Capitaux propres	(225)	(125)	125	225
Marge sur services contractuels	(525)	(225)	200	500

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net	(150)\$	(75)\$	100 \$	200 \$
Capitaux propres	(225)	(100)	125	275
Marge sur services contractuels	(500)	(200)	175	450

Afin de mesurer sa sensibilité aux actions de sociétés publiques, la société a examiné l'impact d'une variation de marché de 10 % à la fin de la période, estimant que ce type de variation était raisonnable dans l'environnement de marché actuel. Une variation de marché de 25 % est également divulguée afin de fournir un plus large éventail d'impacts potentiels en raison de changements importants dans les niveaux du marché des actions de sociétés publiques.

Sensibilités immédiates relatives aux actifs privés à revenu non fixe

Une analyse de la sensibilité de la société à un changement immédiat de la valeur des actifs privés à revenu non fixe est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Ces impacts ne concernent que les instruments financiers, car les contrats d'assurance sont insensibles à ces valeurs de marché. Les actifs privés à revenu non fixe comprennent les actions de sociétés privées, les immeubles de placement et les infrastructures. L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi. L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

Le tableau suivant présente l'impact immédiat d'un changement immédiat de la valeur marchande des actifs privés à revenu non fixe sur les actions de sociétés privées, les immeubles de placement et les infrastructures (valeurs arrondies aux 25 millions de dollars les plus près) :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %
Résultat net	(250)\$	250 \$	(275)\$	275 \$
Capitaux propres	(275)	275	(300)	300
Marge sur services contractuels	—	—	—	—

b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière liée au défaut de remboursement, par un emprunteur ou une contrepartie, de ses obligations aux échéances prévues.

b) i) Indicateurs de la qualité du crédit**Obligations par niveaux de qualité**

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024	Au 31 décembre 2023
AAA	1 806 \$	1 975 \$
AA	8 084	8 691
A	10 855	11 291
BBB	8 578	7 806
BB et moins	173	177
Total	29 496 \$	29 940 \$

La société procède à une évaluation de la qualité des titres n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation par une agence de cotation. Les obligations qui ont fait l'objet d'une évaluation interne représentent un montant de 1 902 \$ au 31 mars 2024 (1 981 \$ au 31 décembre 2023).

Prêts

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Prêts hypothécaires assurés	894 \$	972 \$
Prêts hypothécaires conventionnels	445	454
Prêts automobiles et autres prêts	2 230	2 234
Total	3 569 \$	3 660 \$

La qualité du crédit des prêts est évaluée à l'interne régulièrement lors de l'examen du portefeuille.

b) ii) Provision pour pertes de crédit**Principaux facteurs macroéconomiques**

Le tableau suivant présente les facteurs macroéconomiques utilisés pour estimer la provision pour pertes de crédit sur les prêts. Pour chaque scénario, soit le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste, les valeurs moyennes des facteurs macroéconomiques au cours des 12 prochains mois (utilisées pour les calculs de la provision pour pertes de crédit relative à la phase 1) et sur la période de prévision restante (utilisées pour les calculs de la provision pour pertes de crédit relative à la phase 2) sont présentées ci-dessous.

	Au 31 mars 2024					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période de prévision restante	12 prochains mois	Période de prévision restante	12 prochains mois	Période de prévision restante
Taux de chômage	6,4 %	6,1 %	6,0 %	5,2 %	7,2 %	7,0 %
Taux de croissance du PIB réel	0,9 %	1,9 %	1,9 %	2,2 %	(0,2)%	1,5 %
Taux du financement à un jour de la Banque du Canada	3,8 %	2,6 %	4,3 %	3,5 %	2,3 %	1,5 %

	Au 31 décembre 2023					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période de prévision restante	12 prochains mois	Période de prévision restante	12 prochains mois	Période de prévision restante
Taux de chômage	6,2 %	6,1 %	5,3 %	5,5 %	7,1 %	6,9 %
Taux de croissance du PIB réel	0,6 %	1,9 %	1,8 %	3,2 %	(0,4)%	0,7 %
Taux du financement à un jour de la Banque du Canada	4,3 %	3,0 %	5,0 %	4,0 %	3,5 %	2,0 %

Une augmentation du taux de chômage ou du taux du financement à un jour de la Banque du Canada entraîneront généralement une augmentation de la provision pour pertes de crédit, tandis qu'une augmentation du taux de croissance du PIB réel entraînera généralement une diminution de la provision pour pertes de crédit.

Provision pour pertes de crédit par phases

Le tableau suivant présente le rapprochement de la provision pour pertes de crédit relative aux prêts automobiles :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024				
	Non dépréciés		Dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3		
	12 mois	Durée contractuelle	Durée contractuelle		
Provision pour pertes de crédit au 31 décembre 2023	51 \$	15 \$	11 \$	77 \$	
Transferts ¹					
Entrées (sorties) de la phase 1	5	(4)	(1)	—	
Entrées (sorties) de la phase 2	(4)	5	(1)	—	
Entrées (sorties) de la phase 3	—	(3)	3	—	
Réévaluation nette de la provision pour pertes de crédit ²	(6)	2	21	17	
Achats et montages	5	—	—	5	
Décomptabilisation ³	(2)	—	—	(2)	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(2)	—	22	20	
Radiations	—	—	(20)	(20)	
Provision pour pertes de crédit au 31 mars 2024	49 \$	15 \$	13 \$	77 \$	

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023				
	Non dépréciés		Dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3		
	12 mois	Durée contractuelle	Durée contractuelle		
Provision pour pertes de crédit au 31 décembre 2022	40 \$	13 \$	8 \$	61 \$	
Transferts ¹					
Entrées (sorties) de la phase 1	17	(13)	(4)	—	
Entrées (sorties) de la phase 2	(14)	16	(2)	—	
Entrées (sorties) de la phase 3	(1)	(8)	9	—	
Réévaluation nette de la provision pour pertes de crédit ²	(12)	9	52	49	
Achats et montages	27	—	—	27	
Décomptabilisation ³	(6)	(2)	—	(8)	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	11	2	55	68	
Radiations	—	—	(55)	(55)	
Récupérations	—	—	3	3	
Provision pour pertes de crédit au 31 décembre 2023	51 \$	15 \$	11 \$	77 \$	

¹ Transferts de phase réputés avoir eu lieu au début du trimestre au cours duquel les transferts ont eu lieu.² Inclut la réévaluation nette de la provision pour pertes de crédit (après transferts) attribuable principalement aux changements de volume et de niveau de qualité de crédit des prêts automobiles existants ainsi qu'aux changements des paramètres de risque et aux hypothèses du modèle.³ Reprises sur provisions pour pertes de crédit résultant de remboursements totaux ou partiels (hors radiations et cessions).

Compte tenu de leur nature, les autres prêts font l'objet d'une provision pour pertes de crédit négligeable en raison de leur faible risque de crédit.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute et la provision pour pertes de crédit relatives aux prêts automobiles par phases :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			
	Non dépréciés		Dépréciés	
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Prêts automobiles¹				
Risque faible ²	1 232 \$	178 \$	— \$	1 410 \$
Risque moyen ²	42	9	—	51
Risque élevé ²	3	1	—	4
Dépréciés	—	—	20	20
Valeur comptable brute	1 277	188	20	1 485
Provision pour pertes de crédit	49	15	13	77
Valeur comptable	1 228 \$	173 \$	7 \$	1 408 \$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023			
	Non dépréciés		Dépréciés	
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Prêts automobiles¹				
Risque faible ²	1 222 \$	174 \$	— \$	1 396 \$
Risque moyen ²	44	11	—	55
Risque élevé ²	3	1	—	4
Dépréciés	—	—	17	17
Valeur comptable brute	1 269	186	17	1 472
Provision pour pertes de crédit	51	15	11	77
Valeur comptable	1 218 \$	171 \$	6 \$	1 395 \$

¹ La notation du risque de crédit reflète la perception du risque d'un prêteur non privilégié.

² Le risque faible est considéré comme quasi préférentiel, le risque moyen est considéré comme non préférentiel, et le risque élevé est considéré comme sous-préférentiel.

6 Instruments financiers dérivés

La société est un utilisateur final d'instruments financiers dérivés dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuation des taux d'intérêt, des taux de change de devises et des justes valeurs des actifs investis. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée des taux d'intérêt sous-jacents, des taux de change, d'autres instruments financiers ou d'indices.

Le montant nominal est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants à échanger périodiquement. Il ne représente cependant pas l'exposition directe au risque de crédit. Le risque de crédit maximal correspond au coût estimé de remplacement des instruments financiers dérivés ayant une valeur positive si une contrepartie manque à ses obligations. Le risque de crédit maximal des instruments financiers dérivés au 31 mars 2024 est de 974 \$ (1 785 \$ au 31 décembre 2023). À la date de clôture de chaque période, l'exposition de la société se limite au risque que l'autre partie à l'entente ne puisse honorer les conditions des contrats des instruments financiers dérivés.

Au 31 mars 2024						
(en millions de dollars)	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	841 \$	112 \$	67 \$	1 020 \$	30 \$	(2)\$
Contrats à terme standardisés	433	—	—	433	—	(8)
Options	6 871	—	—	6 871	259	(87)
Contrats de taux de change						
Contrats de swaps	64	230	6 435	6 729	266	(93)
Contrats à terme de gré à gré	8 251	—	—	8 251	14	(61)
Options	511	119	—	630	6	(6)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	1 877	4 065	6 785	12 727	391	(442)
Contrats à terme standardisés	31	—	—	31	—	—
Contrats à terme de gré à gré	7 505	—	—	7 505	8	(193)
Autres contrats dérivés	2	1	—	3	1	—
Total	26 386 \$	4 527 \$	13 287 \$	44 200 \$	975 \$	(892)\$

Au 31 décembre 2023						
(en millions de dollars)	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	738 \$	156 \$	67 \$	961 \$	37 \$	(3)\$
Contrats à terme standardisés	449	—	—	449	—	(15)
Options	5 528	—	—	5 528	270	(110)
Contrats de taux de change						
Contrats de swaps	46	245	5 732	6 023	473	(39)
Contrats à terme de gré à gré	7 840	—	—	7 840	269	(60)
Options	350	106	—	456	5	(5)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	1 853	3 898	7 896	13 647	272	(411)
Contrats à terme standardisés	96	—	—	96	1	—
Contrats à terme de gré à gré	8 002	200	—	8 202	459	(144)
Autres contrats dérivés	1	2	—	3	1	—
Total	24 903 \$	4 607 \$	13 695 \$	43 205 \$	1 787 \$	(787)\$

Au 31 mars 2024				
(en millions de dollars)		Montant nominal	Juste valeur	
			Positive	Négative
	Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	42 450 \$	974 \$	(876)\$
	Couverture d'un investissement net	1 394	—	(13)
	Couverture de flux de trésorerie			
	Risque de change	352	1	(3)
	Risque de marché	4	—	—
	Total des instruments financiers dérivés	44 200 \$	975 \$	(892)\$

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2023		
	Montant nominal	Juste valeur	
		Positive	Négative
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	40 518 \$	1 670 \$	(775)\$
Couverture d'un investissement net	2 335	113	(3)
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de change	352	4	(9)
Total des instruments financiers dérivés	43 205 \$	1 787 \$	(787)\$

La société a choisi, comme le permet IFRS 9, de continuer à appliquer les exigences de comptabilité de couverture de IAS 39 *Instruments financiers*.

Couverture d'un investissement net

Au 31 mars 2024, les contrats à terme de gré à gré, désignés comme éléments de couverture d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de celle de la société, ont des échéances de moins de 1 an (moins de 1 an au 31 décembre 2023) et un taux de change CAD/USD moyen de 0,7462 (0,7211 au 31 décembre 2023). La portion efficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée dans *Autres éléments du résultat global*, tout comme l'écart de conversion de l'investissement net dans un établissement étranger. Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2024 et 2023, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

Couverture du risque de change

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change lors des transactions prévues. La société utilise des contrats à terme de gré à gré qui ont des échéances de moins de 1 an (moins de 1 an au 31 décembre 2023) et un taux de change CAD/USD moyen de 0,7322 (0,7322 au 31 décembre 2023). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture du risque de marché

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, la société a mis en place une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition à la volatilité des prix des marchés lors des transactions prévues. La société utilise des contrats de swaps qui ont des échéances de moins de 3 ans au 31 mars 2024. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

7 > Actif net des fonds distincts

Le tableau ci-dessous présente les éléments sous-jacents des contrats d'assurance avec participation directe liés aux fonds distincts ainsi que ceux des contrats d'investissement liés aux fonds distincts, soit l'actif net des fonds distincts, et montre leur composition. La juste valeur des éléments sous-jacents des contrats d'assurance avec participation directe, qui sont calculés selon la méthode des honoraires variables, équivaut au *Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts* à la note 8 « Contrats d'assurance et contrats de réassurance » et la juste valeur liée aux éléments sous-jacents des contrats d'investissement liés aux fonds distincts, qui sont comptabilisés au coût amorti, équivaut au *Passif relatif aux contrats d'investissement des fonds distincts* dans l'état de la situation financière.

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024	Au 31 décembre 2023
Actif		
Encaisse et placements à court terme	1 117 \$	1 323 \$
Obligations	6 871	6 793
Actions et fonds de placement	37 160	33 849
Prêts hypothécaires	54	58
Instruments financiers dérivés	3	18
Autres éléments d'actif	667	210
	45 872	42 251
Passif		
Créditeurs et frais courus	680	414
Actif net	45 192 \$	41 837 \$

Le tableau suivant présente l'évolution de l'actif net des fonds distincts :

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Solde au début	41 837 \$	37 334 \$
Plus :		
Sommes perçues des titulaires de contrats	2 455	1 844
Intérêts, dividendes et autres produits tirés des placements	232	196
Variation de la juste valeur des placements	2 409	1 479
	46 933	40 853
Moins :		
Sommes versées aux titulaires de contrats	1 537	1 329
Frais d'exploitation	204	181
	1 741	1 510
Solde à la fin	45 192 \$	39 343 \$

8 › Contrats d'assurance et contrats de réassurance

A) Variations des soldes des contrats d'assurance et des contrats de réassurance

a) Évolution du passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance par composants d'évaluation

Les tableaux suivants présentent le rapprochement par composants d'évaluation des contrats d'assurance non évalués selon la méthode de la répartition des primes (MRP) :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2024			Total
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	
Solde au début				
Passif relatif aux contrats d'assurance	22 749 \$	3 416 \$	5 305 \$	31 470 \$
Actif relatif aux contrats d'assurance	(531)	29	335	(167)
Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts	30 201	—	—	30 201
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance au début	52 419	3 445	5 640	61 504
Résultat des activités d'assurance				
Variations relatives aux services courants				
Marge sur services contractuels constatée au titre des services fournis	—	—	(158)	(158)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés	—	(81)	—	(81)
Ajustements d'expérience	(20)	—	—	(20)
Variations relatives aux services futurs				
Contrats constatés initialement au cours de la période	(222)	94	146	18
Variation des estimations qui ajustent la marge sur services contractuels	(298)	14	284	—
Variation des estimations qui résultent en pertes et en reprises de pertes sur des contrats déficitaires	16	(6)	—	10
Variations relatives aux services passés				
Variation du passif au titre des sinistres survenus	16	(2)	—	14
	(508)	19	272	(217)
Charges (produits) financiers d'assurance	1 351	(75)	(61)	1 215
Montants reconnus dans le résultat net	843	(56)	211	998
Effet de la variation des taux de change	21	7	12	40
Flux de trésorerie	368	—	—	368
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance à la fin	53 651 \$	3 396 \$	5 863 \$	62 910 \$
Solde à la fin				
Passif relatif aux contrats d'assurance	21 613 \$	3 367 \$	5 497 \$	30 477 \$
Actif relatif aux contrats d'assurance	(548)	29	366	(153)
Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts	32 586	—	—	32 586
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance à la fin	53 651 \$	3 396 \$	5 863 \$	62 910 \$

Au 31 décembre 2023

(en millions de dollars)	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
Solde au début				
Passif relatif aux contrats d'assurance	19 540 \$	2 971 \$	5 204 \$	27 715 \$
Actif relatif aux contrats d'assurance	(324)	27	82	(215)
Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts	26 901	—	—	26 901
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance au début	46 117	2 998	5 286	54 401
Résultat des activités d'assurance				
Variations relatives aux services courants				
Marge sur services contractuels constatée au titre des services fournis	—	—	(585)	(585)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés	—	(302)	—	(302)
Ajustements d'expérience	7	—	—	7
Variations relatives aux services futurs				
Contrats constatés initialement au cours de l'exercice	(867)	338	596	67
Variation des estimations qui ajustent la marge sur services contractuels	(401)	96	305	—
Variation des estimations qui résultent en pertes et en reprises de pertes sur des contrats déficitaires	140	19	—	159
Variations relatives aux services passés				
Variation du passif au titre des sinistres survenus	26	4	—	30
	(1 095)	155	316	(624)
Charges (produits) financiers d'assurance	6 375	299	51	6 725
Montants reconnus dans le résultat net	5 280	454	367	6 101
Effet de la variation des taux de change	(21)	(7)	(13)	(41)
Flux de trésorerie	1 043	—	—	1 043
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance à la fin	52 419 \$	3 445 \$	5 640 \$	61 504 \$
Solde à la fin				
Passif relatif aux contrats d'assurance	22 749 \$	3 416 \$	5 305 \$	31 470 \$
Actif relatif aux contrats d'assurance	(531)	29	335	(167)
Passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts	30 201	—	—	30 201
Passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance à la fin	52 419 \$	3 445 \$	5 640 \$	61 504 \$

Au 31 mars 2024, le montant du passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance évalués selon la MRP s'élève à 2 238 \$ (2 160 \$ au 31 décembre 2023).

b) Actif (passif) net relatif aux contrats de réassurance par composants d'évaluation

Les tableaux suivants présentent l'actif (passif) net relatif aux contrats de réassurance par composants d'évaluation pour les contrats de réassurance non évalués selon la MRP :

Au 31 mars 2024				
(en millions de dollars)	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
Actif (passif) net relatif aux contrats de réassurance				
Contrats de réassurance non évalués selon la MRP				
Actif relatif aux contrats de réassurance	827 \$	67 \$	(32)\$	862 \$
Passif relatif aux contrats de réassurance	(589)	838	(264)	(15)
	238 \$	905 \$	(296)\$	847 \$

Au 31 décembre 2023				
(en millions de dollars)	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
Actif (passif) net relatif aux contrats de réassurance				
Contrats de réassurance non évalués selon la MRP				
Actif relatif aux contrats de réassurance	230 \$	933 \$	(325)\$	838 \$
Passif relatif aux contrats de réassurance	(54)	6	40	(8)
	176 \$	939 \$	(285)\$	830 \$

Au 31 mars 2024, le montant de l'actif net relatif aux contrats de réassurance évalués selon la MRP s'élève à 1 537 \$ (1 474 \$ au 31 décembre 2023).

B) Produits d'assurance

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Contrats non évalués selon la MRP		
Variation du passif au titre de la couverture restante		
Marge sur services contractuels pour services fournis	158 \$	141 \$
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés	81	74
Sinistres survenus et autres dépenses d'assurance attendus	763	670
Recouvrement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats	102	65
	1 104	950
Contrats évalués selon la MRP		
	491	409
Total des produits d'assurance	1 595 \$	1 359 \$

C) Taux d'actualisation

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation appliqués à l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction des caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance :

	Au 31 mars 2024					
	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	70 ans
Produits canadiens						
Courbe la moins illiquide	4,49 %	3,91 %	4,26 %	4,53 %	4,27 %	4,35 %
Courbe la plus illiquide	5,59 %	5,18 %	5,50 %	5,60 %	5,49 %	5,15 %
Produits américains						
Courbe la moins illiquide	5,52 %	5,04 %	5,20 %	5,43 %	5,23 %	4,90 %
Courbe la plus illiquide	5,77 %	5,29 %	5,45 %	5,68 %	5,48 %	5,15 %

	Au 31 décembre 2023					
	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	70 ans
Produits canadiens						
Courbe la moins illiquide	4,25 %	3,57 %	3,89 %	4,19 %	3,92 %	4,35 %
Courbe la plus illiquide	5,51 %	5,00 %	5,25 %	5,33 %	5,09 %	5,15 %
Produits américains						
Courbe la moins illiquide	5,30 %	4,74 %	4,95 %	5,23 %	4,97 %	4,90 %
Courbe la plus illiquide	5,55 %	4,99 %	5,20 %	5,48 %	5,22 %	5,15 %

Les flux de trésorerie qui ont une relation non linéaire avec les rendements de tout élément financier sous-jacent, causée par la présence de garanties liées aux marchés financiers (telles que les garanties de taux d'intérêt minimum ou les garanties sur les contrats de fonds distincts), sont ajustés en fonction de l'effet de cette variabilité à l'aide de techniques d'évaluation stochastiques dont le risque est neutre et actualisés à l'aide des taux sans risque ajustés pour tenir compte de l'illiquidité.

9 › Capital social

Le capital social émis par la société s'établit comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires				
Solde au début	99 643	1 603 \$	104 773	1 675 \$
Actions émises à l'exercice d'options d'achat d'actions	24	1	264	15
Actions rachetées	(1 316)	(21)	(5 394)	(87)
Solde à la fin	98 351	1 583 \$	99 643	1 603 \$

Régime d'options d'achat d'actions

Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation (en milliers) au 31 mars 2024 était de 1 673 (1 465 au 31 décembre 2023). Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, la société a octroyé (en milliers) 233 options d'achat d'actions exerçables à 92,15 \$ (206 options d'achat d'actions exerçables à 82,09 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Offre publique de rachat d'actions

Avec l'approbation de la Bourse de Toronto et de l'AMF, le conseil d'administration a autorisé la société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 14 novembre 2023 et le 13 novembre 2024, jusqu'à concurrence de 5 046 835 actions ordinaires (5 265 045 actions ordinaires dans l'offre publique de rachat d'actions de 2022), représentant approximativement 5 % de ses 100 936 705 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2023. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, 1 316 276 actions ordinaires (5 394 180 au 31 décembre 2023) ont été rachetées et annulées pour un montant net en espèces de 115 \$ (462 \$ au 31 décembre 2023), dont 21 \$ a été comptabilisé à l'encontre du capital social (87 \$ au 31 décembre 2023) et 94 \$ à l'encontre des résultats non distribués (375 \$ au 31 décembre 2023).

Dividendes

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2024		2023	
	Total	Par action (en dollars)	Total	Par action (en dollars)
Actions ordinaires	81 \$	0,82 \$	70 \$	0,68 \$

Dividende déclaré et non reconnu sur actions ordinaires

Un dividende de 0,820 dollar par action a été approuvé par le conseil d'administration de la société en date du 9 mai 2024. Ce dividende n'a pas été comptabilisé comme un passif dans les présents états financiers. Ce dividende sera versé le 17 juin 2024 aux actionnaires inscrits le 24 mai 2024, date à laquelle il sera reconnu dans les résultats non distribués de la société.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions

La société offre un régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à ses détenteurs d'actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires sont déduits des résultats non distribués dans la période au cours de laquelle ils ont été autorisés. Les actions émises dans le cadre du régime seront acquises sur le marché secondaire.

10 > Actions privilégiées émises par une filiale et autres instruments de capitaux propres

Les actions privilégiées émises par iA Assurance, une filiale de la société, et les autres instruments de capitaux propres s'établissent comme suit :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 mars 2024		Au 31 décembre 2023	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions privilégiées, catégorie A, émises par iA Assurance				
Solde au début	5 000	125 \$	11 000	275 \$
Actions rachetées – série I	—	—	(6 000)	(150)
Solde à la fin	5 000	125	5 000	125
Autres instruments de capitaux propres				
Solde au début et à la fin				
Débitures subordonnées – série 2022-1	250	250	250	250
Total des actions privilégiées émises par iA Assurance et des autres instruments de capitaux propres	5 250	375 \$	5 250	375 \$

Actions privilégiées émises par iA Assurance*Rachat*

Le 31 mars 2023, iA Assurance a racheté chacune des 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A – série I à un prix de 25 dollars par action pour un montant en espèces de 150 \$.

Dividendes et distributions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2024		2023	
	Total	Par action (en dollars)	Total	Par action (en dollars)
Dividendes sur actions privilégiées, émises par iA Assurance				
Catégorie A – série B	1 \$	0,29 \$	1 \$	0,29 \$
Catégorie A – série I	—	—	2	0,30
	1		3	
Distributions sur autres instruments de capitaux propres				
Débitures subordonnées – série 2022-1	—		—	
Total des dividendes et des distributions	1 \$		3 \$	

11 › Cumul des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars)	Immeubles de placement	Écart de conversion	Couverture	Total
Solde au 31 décembre 2023	25 \$	57 \$	(99)\$	(17)\$
Autres	—	72	(49)	23
Impôts sur autres	—	—	8	8
	—	72	(41)	31
Solde au 31 mars 2024	25	129	(140)	14
Solde au 31 décembre 2022	22	135	(136)	21
Écart de réévaluation lié aux transferts vers les immeubles de placement	3	—	—	3
Autres	—	(78)	44	(34)
Impôts sur autres	—	—	(7)	(7)
	3	(78)	37	(38)
Solde au 31 décembre 2023	25	57	(99)	(17)
Solde au 31 décembre 2022	22	135	(136)	21
Écart de réévaluation lié aux transferts vers les immeubles de placement	2	—	—	2
Autres	—	(3)	2	(1)
Impôts sur autres	—	—	1	1
	2	(3)	3	2
Solde au 31 mars 2023	24 \$	132 \$	(133)\$	23 \$

12 › Gestion du capital

Exigences réglementaires et ratio de solvabilité

La société s'est engagée à respecter certaines exigences de la ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital pour les assureurs de personnes (ESCAP).

En vertu de l'ESCAP, plusieurs éléments composent le ratio de solvabilité :

Les capitaux disponibles représentent le total des capitaux de catégorie 1 et de catégorie 2, moins les autres déductions prescrites par l'AMF.

Les capitaux de catégorie 1 comprennent les éléments de capitaux plus permanents, c'est-à-dire principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées émises par une filiale, les autres instruments de capitaux propres admissibles et la marge sur services contractuels, excluant la marge sur services contractuels des fonds distincts. Le goodwill et les autres éléments d'immobilisations incorporelles sont notamment déduits de cette catégorie.

Les capitaux de catégorie 2 sont composés notamment de débetures subordonnées.

L'attribution de l'avoir correspond à la valeur de l'ajustement au titre du risque non financier incluse dans le passif relatif aux contrats d'assurance, excluant le passif relatif aux contrats d'assurance des fonds distincts.

Les dépôts admissibles correspondent à des montants relatifs à des ententes de réassurance non agréées déposés dans des instruments de garantie.

Le coussin de solvabilité global est déterminé en fonction de cinq catégories de risques, soit le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque relatif aux garanties liées aux fonds distincts ainsi que le risque opérationnel. Ces composantes de risques sont calculées en utilisant diverses méthodes et tiennent compte des risques associés aux éléments d'actif et de passif qui figurent ou non à l'état de la situation financière. Le coussin de solvabilité global correspond à la somme des composantes de risques moins divers crédits (par exemple, pour la diversification entre les risques et pour les produits ajustables) multipliée par un coefficient de 1,00.

Le ratio ESCAP total est calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, de l'attribution de l'avoir et des dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global.

Selon la ligne directrice de l'AMF, la société doit se fixer, pour ses capitaux propres disponibles, un niveau cible qui excède les exigences minimales requises. La ligne directrice stipule également que la majeure partie des capitaux propres doit être de catégorie 1, ce qui permet d'absorber les pertes liées aux activités courantes.

La société gère son capital sur une base consolidée. Au 31 mars 2024, la société maintient un ratio qui satisfait aux exigences réglementaires.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 mars 2024
Capitaux disponibles	
Capitaux de catégorie 1	5 027 \$
Capitaux de catégorie 2	3 200
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	2 431
Total	10 658 \$
Coussin de solvabilité global	7 527 \$
Ratio total	142 %

Au 31 décembre 2023, le ratio de solvabilité était de 145 % et la société maintenait un ratio qui satisfaisait aux exigences réglementaires.

13 › Impôts sur le résultat

La charge (recouvrement) d'impôts de la période est composée de :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat exigibles	91 \$	92 \$
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat différés	(20)	(11)
	71 \$	81 \$

Taux d'imposition effectif

Le taux d'imposition effectif est inférieur au taux d'imposition de la société prévu par la loi, qui se chiffre à 28 %, s'expliquant par une économie reliée aux produits de placements exonérés d'impôts.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, le taux d'imposition effectif s'est établi à 23 %, comparativement à 23 % pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2023.

14 › Information sectorielle

Les produits et services de la société sont offerts aux particuliers, aux entreprises et aux groupes. La société exerce ses activités principalement au Canada et aux États-Unis. Les unités d'exploitation de la société sont regroupées en secteurs d'activité à présenter en fonction de leurs caractéristiques économiques similaires. Les secteurs d'activité que la société présente reflètent sa structure organisationnelle pour la prise de décisions et sont décrits ci-dessous conformément à leurs principaux produits et services ou à leurs caractéristiques spécifiques :

Assurance, Canada – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance auto et habitation, d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et d'autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires et produits d'assurance spécialisés pour les marchés spéciaux.

Gestion de patrimoine – Produits et services en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts, en plus de services de courtage en valeurs mobilières (incluant les services transfrontaliers), à titre de fiduciaire et dans le domaine des fonds communs de placement.

Affaires américaines – Produits d'assurance vie et de garanties prolongées relatifs aux services aux concessionnaires vendus aux États-Unis.

Placements – Activités de placement et de financement de la société, à l'exception des activités de placement des filiales de distribution en gestion de patrimoine.

Exploitation générale – Charges non affectées aux autres secteurs d'activité, comme celles associées à certaines fonctions de soutien général pour la société.

Les transactions intersectorielles ainsi que certains ajustements liés à la consolidation sont présentés à la colonne *Ajustements de consolidation*. Les transactions intersectorielles consistent principalement en des activités dans le cours normal de ces secteurs d'activité et sont soumises aux conditions normales de marché.

Considérant la stratégie de gestion globale des portefeuilles effectuée par la société, la majorité des placements de la société sont affectés au secteur des Placements. Lors de l'évaluation de la performance sectorielle, la direction alloue les *Produits (charges) financiers d'assurance*, les *Produits (charges) financiers de réassurance* et la quasi-totalité de l'*(Augmentation) diminution du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts* à ce secteur d'activité.

La société utilise des hypothèses, des jugements et une méthode d'allocation pour attribuer les charges d'exploitation qui ne sont pas directement attribuables à un secteur d'activité.

Résultats sectoriels

Période de trois mois terminée le 31 mars 2024

(en millions de dollars)	Assurance, Canada	Gestion de patrimoine	Affaires américaines	Placements	Exploitation générale	Ajustements de consolidation	Total
Résultat des activités d'assurance							
Produits d'assurance	968 \$	262 \$	365 \$	— \$	— \$	— \$	1 595 \$
Dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance	(834)	(180)	(332)	—	—	—	(1 346)
	134	82	33	—	—	—	249
Résultat d'investissement net							
Produits de placement nets	—	32	—	(580)	(2)	—	(550)
Produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	—	(1)	—	747	—	—	746
	—	31	—	167	(2)	—	196
Autres produits	44	328	39	8	1	(16)	404
Autres charges	(64)	(320)	(57)	(53)	(66)	16	(544)
Résultat avant impôts	114	121	15	122	(67)	—	305
(Charge) recouvrement d'impôts	(31)	(33)	(3)	(21)	17	—	(71)
Résultat net	83	88	12	101	(50)	—	234
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(1)	—	—	(1)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	83 \$	88 \$	12 \$	100 \$	(50)\$	— \$	233 \$

Période de trois mois terminée le 31 mars 2023

(en millions de dollars)	Assurance, Canada	Gestion de patrimoine	Affaires américaines	Placements	Exploitation générale	Ajustements de consolidation	Total
Résultat des activités d'assurance							
Produits d'assurance	843 \$	219 \$	297 \$	— \$	— \$	— \$	1 359 \$
Dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance	(735)	(157)	(261)	—	—	—	(1 153)
	108	62	36	—	—	—	206
Résultat d'investissement net							
Produits de placement nets	—	29	—	1 480	—	(2)	1 507
Produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	—	(8)	—	(1 223)	—	2	(1 229)
	—	21	—	257	—	—	278
Autres produits	41	300	42	8	—	(15)	376
Autres charges	(54)	(294)	(62)	(49)	(62)	15	(506)
Résultat avant impôts	95	89	16	216	(62)	—	354
(Charge) recouvrement d'impôts	(26)	(29)	(6)	(35)	15	—	(81)
Résultat net	69	60	10	181	(47)	—	273
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(3)	—	—	(3)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	69 \$	60 \$	10 \$	178 \$	(47)\$	— \$	270 \$

15 › Résultat par action ordinaire

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	233 \$	270 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	99	104
Résultat de base par action (en dollars)	2,35 \$	2,59 \$

Résultat par action dilué

Le résultat par action dilué est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

L'effet dilutif des options d'achat d'actions tient compte du nombre d'actions censé avoir été émis sans contrepartie, calculé comme la différence entre le nombre d'actions réputées avoir été émises (en supposant que les attributions d'options d'achat d'actions en cours sont exercées) et le nombre d'actions qui auraient été émises au cours moyen de la période (le nombre d'actions qui auraient été émises en utilisant les produits d'émission selon le cours moyen des actions ordinaires de la société pour la période). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2024, un nombre moyen de 59 541 options d'achat d'actions antidilutives (48 348 options pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2023) ont été exclues du calcul.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2024	2023
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	233 \$	270 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	99	104
Plus : effet de dilution des options d'achat d'actions octroyées et en circulation (en millions d'unités)	1	1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur base diluée (en millions d'unités)	100	105
Résultat par action dilué (en dollars)	2,34 \$	2,58 \$

Les actions ordinaires n'ont fait l'objet d'aucune transaction qui aurait pu influencer ces calculs après la date de clôture et avant la date d'autorisation de publication des présents états financiers.

16 › Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient un régime à prestations définies capitalisé et un certain nombre de régimes non capitalisés qui garantissent le paiement de prestations de retraite et des régimes à cotisations définies.

La société offre aussi des avantages complémentaires à la retraite. Ces avantages se composent de protections d'assurance maladie complémentaire, d'assurance vie et d'assurance soins dentaires. La société offre également des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le maintien du salaire en cas d'invalidité de courte durée.

Montants reconnus dans le résultat net et les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2024		2023	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services courants	13 \$	1 \$	9 \$	— \$
Intérêts nets	—	1	2	1
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans le résultat net	13	2	11	1
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies ¹				
Taux de rendement des actifs (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets ci-dessus)	11	—	(48)	—
Pertes (gains) actuariels découlant des changements dans les hypothèses financières	(73)	(1)	38	—
Augmentation (diminution) du plafonnement de l'actif d'un régime capitalisé	—	—	16	—
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(62)	(1)	6	—
Total des composantes du coût des prestations définies	(49)\$	1 \$	17 \$	1 \$

¹ Les changements dans les hypothèses financières ainsi que les hypothèses relatives au taux de rendement des actifs, qui représentent des hypothèses relatives au marché, sont révisées trimestriellement. Les autres hypothèses sont révisées annuellement.

Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2024		2023	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(62)\$	(1)\$	6 \$	— \$
Impôts sur la réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	17	—	(1)	—
Total des autres éléments du résultat global	(45)\$	(1)\$	5 \$	— \$

17 > Engagements**Acquisition d'entreprises**

Le 3 octobre 2023, la société s'est engagée, par l'intermédiaire d'une de ses filiales, à se porter acquéreur de l'entreprise américaine Vericity, Inc. et de ses filiales (collectivement « Vericity »). Le prix d'achat convenu s'élève à 170 \$ US. Vericity comprend deux entités qui servent le marché intermédiaire de l'assurance vie, avec des synergies entre elles et combinant l'intelligence artificielle et une riche analyse des données pour livrer des technologies innovatrices brevetées : Fidelity Life, un assureur, et eFinancial, une agence numérique directe pour les consommateurs. La clôture de la transaction, prévue pour le deuxième trimestre de 2024, est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires compétentes et, par conséquent, pourrait ne pas être exécutée; cet engagement n'a pas été pris en compte dans les états financiers.

Engagements de placements

Dans le cours normal des activités de la société, divers engagements contractuels se rapportant à des offres de prêts commerciaux, à des placements privés, à des contreparties ainsi qu'à des immeubles ne sont pas pris en compte dans les états financiers et pourraient ne pas être exécutés. Au 31 mars 2024, ces engagements s'élevaient à 1 254 \$ (1 208 \$ au 31 décembre 2023), dont les décaissements estimatifs seront de 37 \$ (34 \$ au 31 décembre 2023) dans 30 jours, de 296 \$ (346 \$ au 31 décembre 2023) dans 31 à 365 jours et de 921 \$ (828 \$ au 31 décembre 2023) dans plus d'un an.

Lettres de crédit

Dans le cours normal des activités, des banques émettent des lettres de crédit au nom de la société. Au 31 mars 2024, le solde de ces lettres est de 2 \$ (2 \$ au 31 décembre 2023).

Marges de crédit

Au 31 mars 2024, la société disposait de marges de crédit d'exploitation d'un montant de 71 \$ (70 \$ au 31 décembre 2023). Au 31 mars 2024, les marges de crédit étaient utilisées pour un montant de 1 \$ (1 \$ au 31 décembre 2023). Les marges de crédit ont pour but de faciliter le financement des activités de la société et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

19 > Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net de la société.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

La direction a tenu une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le jeudi 9 mai, à 11 h 30 (HE). Vous pouvez écouter la conférence téléphonique en différé pour une période de 90 jours, à partir du site Internet de la société, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet À propos, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*.

À PROPOS DE iA GROUPE FINANCIER

iA Groupe financier est un groupement de sociétés d'assurance et de gestion de patrimoine des plus importants au Canada. Il mène aussi des activités aux États-Unis. Fondé en 1892, il figure au nombre des grandes sociétés publiques au pays. Ses titres sont inscrits à la Bourse de Toronto, sous les symboles IAG (actions ordinaires) et IAF (actions privilégiées).

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Trois différentes options vous sont offertes pour nous joindre, selon le type d'information que vous désirez obtenir :

Pour toute question relative à vos actions et au régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions :

Services aux investisseurs Computershare inc.

Téléphone : 514 982-7555

1 877 684-5000 (sans frais)

Courriel : ia@computershare.com

Pour obtenir de l'information financière sur l'Industrielle Alliance, communiquez avec le Service des relations avec les investisseurs :

Service des relations avec les investisseurs

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Téléphone : 418 684-5000, poste 105862

1 800 463-6236, poste 105862 (sans frais)

Télécopieur : 418 684-5192

Courriel : investisseurs@ia.ca

Site Internet : www.ia.ca

Pour toute question sur les produits et les services de l'Industrielle Alliance, communiquez avec votre représentant ou, si vous n'avez pas de représentant, avec l'Industrielle Alliance :

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

1080, Grande Allée Ouest

C. P. 1907, succursale Terminus

Québec (Québec) G1K 7M3

Téléphone : 418 684-5000

1 800 463-6236 (sans frais)

Site Internet : www.ia.ca

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel iA Société financière inc. et l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. exercent leurs activités.

iA Groupe financier

1080, Grande Allée Ouest
C. P. 1907, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7M3
Téléphone : 418 684-5000
Sans frais : 1 800 463-6236

ON S'INVESTIT, POUR VOUS.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

ia.ca